PARTI SOCIALISTE
FÉDÉRATION DE PARIS DU PARTI SOCIALISTE
31, rue Ballu 75009 PARIS TÉL. 42.80.64.40

COMMENT LUTTER CONTRE LE FRONT NATIONAL

Coll. Fondation Jean-Jaurès

LE SOCIALISME POUR PARIS C'EST CAPITAL

Coll. Fondation Jean-Jaurès

Coll. Fondation Jean-Jaurès

SOMMAIRE

Avant-propos 1

Le Front National a une histoire ! 5
-tableau des sigles 14

Le phénomène Front National 15
-pourquoi Le Pen ? 16
-quelles sont les idées du F.N. ? 20
-qu'est-ce donc que le F.N. ? 25
-en quoi Le Pen est-il dangereux notre pays ? 27

Comment lutter contre le Front National ? 39
-refuser la banalisation 39
-les socialistes ne sont pas les seuls à lutter sur le terrain des valeurs 43
-démystifier le populisme du Front National 44
-répondre aux défis de la ville 45
-avec les socialistes, "de toutes les forces de la France" 51
-un parti militant 55

Annexes 57

Coll. Fondation Jean-Jaurès

AVANT-PROPOS

Le Front National, rejeté par une majorité croissante de Français, s'installe néanmoins comme une force durable.

L'ignorer, attitude un temps légitime, n'est plus aujourd'hui de mise.

C'est cette analyse qui a conduit la Fédération de Paris à soutenir et à populariser la manifestation "Marseille Fraternité" le 13 juin dernier et à se réjouir du succès de l'initiative de Lionel JOSPIN, premier à débattre avec Jean-Marie LE PEN.

Combattre le Front National, démystifier son leader, démystifier son projet, sont devenus autant d'impératifs... C'est avec cette ambition, sans prétendre à l'exhaustivité, que Gérard LE GALL, Jean-Yves AUTEXIER, Philippe LAMY, Françoise DURAND et moi-même avons travaillé.

Pour beaucoup de nos compatriotes, le Front National a pu apparaître une force neuve. Pourtant s'il est un courant et des hommes politiques marqués par l'histoire, c'est bien le Front National et son leader. Fournir à chacun les nécessaires références sur un passé jamais amendé, permet d'opérer une première démystification.

Mais l'histoire n'éclaire pas tout. Le développement récent du Front National s'inscrit à un moment de la vie de notre pays caractérisé par une crise multiple qui se développe depuis 15 ans. Puisant dans les désespoirs et les incertitudes de notre temps, maniant le mensonge,

l'outrance, le fantasme, il choisit délibérément de parler aux passions plutôt qu'à la raison pour substituer la haine à la fraternité, l'élitisme à l'égalité, l'autoritarisme à la liberté.

La droite, malgré des exceptions notables, n'est pas la dernière à utiliser certains ces registres d'exclusion et d'autorité, bien que LE PEN soit, sur ce terrain, incontestablement le plus fort. Ce fut pour affaiblir la gauche avec quelques succès que la Droite lui a inconsidérement préparé son fonds électoral, qu'elle n'hésite pas à alimenter, au risque de troubler son propre projet et de désarticuler sa stratégie. Par penchant ou par faiblesse, en cette période pré-électorale elle permet à LE PEN de détenir la clé de ses espérances électorales.

Car s'il est erroné de voir aujourd'hui dans le Front National une réelle menace fasciste et aveugle de n'en voir qu'un mouvement éphémère, nul ne peut ignorer les dangers du développement des idées du Front National.

A l'évidence aujourd'hui, même si LE PEN ne peut prétendre rassembler une majorité autour de lui, il pèsera de toute son influence au sein d'une majorité qui soutiendrait un Président de Droite.

Cette question ne pourra être éludée dans les mois à venir, tant il est vrai qu'elle sera l'une des questions centrales de la prochaine élection présidentielle.

Sans prétendre au monopole de la défense des idées démocratiques et républicaines dans le combat contre le Front National, les socialistes veulent se placer au premier rang.

Comme hier notamment aux côtés de la jeunesse, qui en Décembre 86 a su faire valoir les idées d'égalité des Droits et de Fraternité, aujourd'hui par notre action politique nationale et locale, et demain espérons le, par une action gouvernementale de transformation sociale, nous mettrons tout en oeuvre pour contribuer efficacement à l'affaiblissement du Front National.

En affirmant les valeurs qui ont façonnées notre Pays et son image internationale depuis deux siècles en luttant contre ce "Mal Vivre" du quotidien qui alimentent le Front National, le Parti socialiste veut se donner les moyens de son combat contre le Front National.

Jean-Marie LE GUEN
Premier secrétaire fédéral,
Fédération de Paris.

Coll. Fondation Jean-Jaurès

Coll. Fondation Jean-Jaurès

LE FRONT NATIONAL A UNE HISTOIRE !

Il y a encore quelques années, lorsque le F.N. tenait réunion, ses orateurs rassemblaient rarement plus de 50 personnes. Aux élections de 1981 son score ne le distinguait pas d'autres groupuscules (0,3% aux législatives de juin). La rapidité de son développement, initié en 82, et aux élections municipales de 83 et confirmé aux européennes de 84, pourrait laisser croire que le F.N. est une force politique nouvelle.
Il n'en est rien. La spontanéité n'est pas la qualité dominante du mouvement de Jean-Marie LE PEN.
C'est plutôt l'opiniâtreté et la persévérance qu'il faut lui reconnaitre. Pendant de nombreuses années, Jean-Marie LE PEN et la plupart des responsables du F.N. n'ont été que des acteurs marginaux de la vie publique. Ils se sont maintenus dans leur choix idéologiques initiaux sans effectuer de concessions essentielles. Leur longue attente leur aura sans doute permis de présenter leurs thèses avec plus d'habileté et surtout de savoir saisir les opportunités. *Si l'audience du F.N. est récente, ses idées, ses hommes ne le sont pas.*

L'histoire de l'extrême-droite, quelles que soient ses formes et l'idéologie précise sous laquelle elle se présente, est ancienne dans notre pays. Si depuis 1945, elle ne put exister que de façon éphémère et particulière (ultras du maintien colonial), elle n'en a pas moins rassemblé précédemment des forces importantes.
Anti-républicaine et contre-révolutionnaire jusqu'à la première guerre mondiale, factieuse dans les années 30,

favorable à Hitler et à Mussolini à la veille de la guerre, l'extrême-droite française dans sa grande majorité a sombré dans la collaboration et fut défaite avec elle, à la libération.

Depuis 40 ans, hors quelques poussées éphémères ou dans le tumulte de la décolonisation, elle fut confinée dans une existence groupusculaire

Pour aussi marginale qu'elle fut, l'existence politique de ceux qui fondèrent le F.N. et qui l'animent aujourd'hui, est significative.

Loin de la nouveauté, les hommes et les idées du F.N. s'enracinent dans un passé extrémiste. Jamais leur audience nouvelle n'a été facilitée par la critique d'un passé pourtant bien lourd.

C'est ce qu'essaie de retracer brièvement ce chapitre.

Coll. Fondation Jean Jaurès

Dans la foulée de la guerre d'Algérie et de la décolonisation, l'extrême-droite se rassemble autour de Jean-Louis TIXIER VIGNANCOUR contre DE GAULLE. L'échec de sa candidature à l'élection présidentielle de 1965 (5,2%) marque un coup d'arrêt dans les opérations de regroupement et de fusion de l'extrême-droite .

Après deux vaines tentatives électorales, le groupe EUROPE-ACTION, autour de Dominique VENNER, va opter pour une stratégie culturelle et commencer à constituer ce que la presse révèlera une douzaine d'années plus tard : le Groupement de Recherche et d'Etudes pour une civilisation Européenne, (G.R.E.C.E.), plus connu sous le nom de "nouvelle droite."

Si aujourd'hui ont peut affirmer que sa tentative d'implantation dans les médias est un semi-échec, on peut par contre porter à l'actif du G.R.E.C.E. d'avoir su réhabiliter le mot même de "droite", et, surtout, d'avoir réintroduit dans le débat politique les concepts d'anti-égalitarisme, de restauration des élites, et de"préférence nationale".
La "nouvelle droite" a su rompre le "consensus démocratique" issu de la libération en remettant au goût du jour les idées des penseurs racistes du 19ème siècle.

De leur côté, les jeunes néo-fascistes d'Occident reprennent leur autonomie et se lancent dans toute une série d'actions violentes à l'encontre de l'extrême-gauche, dont la plus célèbre restera l'affaire de Rouen en 1967.(où s'illustra notamment A. Madelin).

Enfin, le Rassemblement pour l'Esprit Public, aux sympathies pro-O.A.S., choisit le ralliement à Jean LECANUET considéré comme le candidat de droite potentiellement le plus apte à faire battre le Général de Gaulle.

Quant à J-M Le Pen, ex-directeur de campagne de Tixier Vignancour, il quitte la vie politique publique pour se consacrer à sa maison d'édition de disques, la Serp, maison qui diffuse, comme on le sait, les chants des Walfen SS, les discours d'Hitler et des collaborateurs.

Mai 1968 provoque en réaction, la création de plusieurs formations d'extrême droite dont la plus importante et la plus connue reste ORDRE-NOUVEAU. Dans un premier temps, trois anciens responsables du Mouvement OCCIDENT, Alain Robert, Gérard Ecorcheville, Gérard Longuet, créent une structure à vocation universitaire : le GUD.
Aujourd'hui, MM. Robert et Ecorcheville sont responsables du R.P.R.; quant à Gérard LONGUET, chargé de la rédaction de la première charte universitaire du GUD, il est ministre délégué des PTT et responsable au Parti Républicain.

Principalement implanté au centre **ASSAS, à PARIS,** mais aussi dans plusieurs villes universitaires du Sud-Est (Aix, Marseille, Nice), le GUD constitue, en 1969, l'armature militante du mouvement ORDRE NOUVEAU crée à la fin de cette année là.
ORDRE NOUVEAU, dont l'emblème est la croix celtique, se définit comme "nationaliste-révolutionnaire" ("Nous sommes la droite nationale sociale et révolutionnaire") et constitue l'organisation néo-fasciste la plus importante des années de l'après guerre.
Bien que marqué par ses actions violentes, son apparence extérieure caricaturale (prédilection pour les services d'ordre, casqués et bottés de noir) et la présence d'anciens responsables de la collaboration (**Pierre CLEMENTI, Gabriel JEANTET, Henri CHARBONNEAU**), ORDRE NOUVEAU décide d'adopter, lors de son deuxième congrès, en 1972, une stratégie dite "de front national" plus présentable.
ORDRE NOUVEAU veut prendre modèle sur sa "grande soeur italienne", le M.S.I., parti néo-fasciste qui, sous le sigle "Droite Nationale", vient d'obtenir 9% des voix lors des élections régionales en Italie.

Le M.S.I., dirigé par un ancien compagnon de MUSSOLINI, est favorable depuis longtemps à la constitution d'une union européenne des formations d'extrême-droite, mais il est impératif que chaque formation apparaisse comme crédible dans son pays et puisse jouer le jeu légal des élections.
En **FRANCE**, le mimétisme est tel que le **Front National** adopte le symbole du M.S.I. : une flamme tricolore aux couleurs du drapeau national, et reprend son slogan : "Avec nous, avant qu'il ne soit trop tard".
Pour que l'opération réussisse, le Front National se doit de regrouper les autres formations d'extrême-droite et se doter d'un leader incontesté : une personnalité de la droite nationaliste habituée au jeu politique.
On pense d'abord à VENNER, ancien d'Europe action, puis à Jean-Jacques SUSINI, penseur de l'O.A.S.
Devant leur refus, ce sera LE PEN.
Le gros de la troupe est constitué par **ORDRE NOUVEAU**, qui se maintient en tant qu'organisation dans le **Front National**, le reste se répartissant entre les partisans de Georges BIDAULT -qui quitteront rapidement le mouvement-, les anciens d'EUROPE ACTION n'ayant pas rejoint le GRECE, et Roger HOLEINDRE et son groupuscule (le Parti National Populaire).

Malgré l'échec électoral de mars 1973, (moins de 2% des voix), ORDRE NOUVEAU décide de continuer sa stratégie tout en affirmant son autonomie, et lance une grande campagne "contre l'immigration sauvage" débouchant sur un meeting à la Mutualité le 21 juin 1973. Cette soirée sera l'objet de violents affrontements entre les forces de l'ordre et l'extrême-gauche. Raymond MARCELLIN fera alors d'une pierre deux coups en prononçant la dissolution de la Ligue Communiste et d'Ordre Nouveau.

A l'automne 1973, les responsables du mouvement dissout, sont placés devant l'alternative de constituer une nouvelle formation ou d'intégrer le Front National. Mais entre-temps, LE PEN s'est assuré d'une majorité à la direction du F.N. et refuse d'augmenter le quota des membres de l'ex-Ordre Nouveau.

C'est alors la rupture. Alain ROBERT et ses amis préfèreront apporter leur soutien à Valéry GISCARD d'ESTAING en 1974, alors que LE PEN est, lui aussi, candidat a l'élection présidentielle (0,75%).
Désireux de quitter *"la voie publique pour la vie publique"*, selon leur propre expression, les responsables restés à Ordre Nouveau créent une nouvelle formation : le Parti des Forces Nouvelles.
Les dirigeants espèrent être reconnus comme une composante à part entière de la droite, et, après quelques hésitations du côté de GISCARD d'ESTAING, ils choisiront un "strapontin" dans le camp de Jacques CHIRAC.
Se voulant "l'aile droite de la droite", les responsables du PFN poursuivront leur logique jusqu'à son terme, c'est-à-dire l'entrisme au sein du R.P.R., via le C.N.I., et du Parti Républicain.
Le Front National choisit, quant à lui, la stratégie "d'opposition nationale". Si l'ennemi principal demeure le communisme, la majorité n'en constitue pas moins à ses yeux une fausse droite qu'il faut dénoncer. Cependant, à l'exception du deuxième tour de l'élection présidentielle de 1981, LE PEN appellera toujours à voter pour la droite car, comme il le dit de façon si poétique : "entre le cancer et la diarrhée, je préfère avoir la diarrhée".

"Etre et Durer", tel est le nouveau mot d'ordre du Front National. En effet, face au P.F.N., formation dominante au sein de l'extrême-droite, Jean-Marie LE PEN doit essayer, dans un premier temps, de colmater les brèches puis ensuite de montrer l'originalité de son mouvement par rapport aux autres formations.

En novembre 1973, la direction est réorganisée. Sont nommés :

- *Vice-Président* : Roger HOLEINDRE, vétéran des guerres coloniales, ancien de l'O.A.S. et spécialiste de "l'orga".
- *Secrétaire Général* : Dominique CHABOCHE, proche de LE PEN ayant milité auparavant dans les comités TIXIER VIGNANCOUR.
- *Secrétaire administratif* : Victor BARTHELEMY, ancien secrétaire général du Parti Populaire

Français (P.P.F.), parti pro-nazi et collaborateur durant la seconde guerre mondiale.

Au delà de sa formation administrative, BARTHELEMY va apporter au Front National son expérience et sera l'un des responsables de la formation. Pierre BOUSQUET, ancien Waffen SS, et Pierre PAUTY, animateurs de la revue "Militant", membres du comité central, (ainsi que François DUPRAT), apportent leurs concours pour l'animation idéologique du Front National.

F. DUPRAT, assassiné en 1978 dans des conditions mystérieuses, était l'intellectuel du Front National ; militant d'OCCIDENT, il fut l'un des responsables d'Ordre nouveau, initiateur dès 1971 de la stratégie du Front National. Rédacteur de la revue "Défense de l'Occident" de Maurice BARDECHE, le beau-frère de Robert BRASILLACH, il déclarait que "le néo-fascisme pouvait parfaitement constituer une réponse de l'opposition nationale à la crise actuelle...".
Spécialiste des SS et des mouvements fascistes, F. DUPRAT appartenait à l'école dite "révisionniste", qui nie l'existence des chambres à gaz et animait plusieurs revues néo-nazies comme "les cahiers européens". C'est lui qui fit rentrer le néo-nazi FREDRIKSEN au Front National,qui sera candidat de ce parti en Seine-Saint-Denis en 1978.
F. DUPRAT a fortement marqué le Front National, et, chaque année au mois de mars, LE PEN et la direction de son parti lui rendent hommage en déposant une gerbe sur sa tombe.
A la mort de DUPRAT, les reclassements s'accélèrent :

- Les GNR (Groupes Nationalistes Révolutionnaires), proches de F. DUPRAT, quittent le F.N. pour rejoindre FREDRIKSEN et LA FANE (nazi) ou ce qui reste du mouvement solidariste autour de Jean-Gilles MALLIARAKIS qui fondera en 1979 le Mouvement Nationaliste Révolutionnaire (MNR).

- Les autres"solidaristes" (G.A.J.), avec Jean-Pierre STIRBOIS et Michel COLLINOT, ont rejoint le Front National en 1977 et profitent du vide laissé par DUPRAT pour conquérir des places.

Ils arriveront à leurs fins en 1981, lorsque le groupe "Militant" quitte ce parti.
Ainsi, alors que Jean-Marie LE PEN tenait, face à l'extérieur, son discours démagogue et populiste, le Front National, en quête d'une légitimité intellectuelle face à ses rivaux du P.F.N., trouvait refuge dans les méandres de la pensée néo-fasciste.

EUROPE-ACTION : Revue fondée en 1963 par Dominique VENNER. Autour de cette revue se sont constitués des comités Europe-Action qui deviendront successivement le Mouvement Nationaliste de Progrès puis le Rassemblement européen pour la liberté (1966).
Du R.E.L. sortiront le GRECE et la revue MILITANT. Idéologie néo-fasciste -"racisme biologique".

OCCIDENT : Organisation néo-fasciste créée en 1964 dissoute en 1968. Membres fondateurs: MADELIN, ROBERT, LONGUET. Au contraire d'Europe-Action qui recherchait plus la réflexion idéologique, Occident pratiquait l'action violente.

COMITES TIXIER-VIGNANCOUR: Les comités TV date de 1964 et, dirigés par LE PEN, était chargé de l'organisation de la campagne du candidat à l'élection présidentielle de 1965.
Etaient membres du Comité directeur : Jean-Baptiste BIAGGI, P. DURAND, F. BRIGNEAU, Raymond BOURGINE (Valeurs Actuelles), J. M DEMARQUET, Serge JEANNERET, J.C VARANNE etc... Après l'échec de 1965, les comités TV disparurent. Un de leurs membres devint ministre... vingt ans après J. DOUFFIAGUES.

L'ESPRIT PUBLIC :Revue "pro-Algérie Française fondée en 1960 regroupant entre autres Raoul GIRARDET, Jules MONNEROT, Serges JEANNERET, Jean MABIRE, Jacques LAURENT. En 1964 un mouvement, le Rassemblement pour l'Esprit Public, fut crée par Hubert BASSOT et Philippe HEDUY, qui se saborda en 1966 en ralliant le centre démocrate de Jean LECANUET. Hubert BASSOT devint ensuite l'homme de confiance de Valery Giscard d'Estaing, député PR de 1973 à 1981.

G.A.J. : Groupe Action Jeunesse. Créé en 1973 par des scissionistes d'Ordre Nouveau hostiles à la stratégie de "Front National", avec le concours de militants "solidaristes" (Stirbois, Collinot).Les G.A.J. furent un mouvement activiste très violent, n'hésitant pas à affronter physiquement le G.U.D. pour le contrôle des facultés.
Après le départ de J.P. Stirbois vers le Front National, les G.A.J. constituèrent l'ossature du futur mouvement de J.G. MALLIAKIS : le MNR (Mouvement Nationaliste Révolutionnaire).

Coll. Fondation Jean-Jaurès

TABLEAU DES SIGLES

CDPU : Cahier de documentation politique et universitaire.
CNC : Cercle national combattant.
CNI : Centre national des indépendants.
FANE : Fédération d'action nationaliste européenne.
FN : Front national.
GAJ : Groupe action jeunesse.
GUD : Groupe union défense.
GNR : Groupes nationalistes révolutionnaires.
GRECE : Groupe de recherches et d'études pour une civilisation européenne.
MNP : Mouvement nationaliste de progrès.
MNR : Mouvement nationaliste révolutionaire.
MSI : Mouvement social italien.
OAS : Organisation armée secrète.
PFN : Parti des forces nouvelles.
PPF : Parti populaire français.
REL : Rassemblement européen pour la liberté.
REP : Rassemblement pour l'esprit public.
SNPMI : Syndicat national du patronat moderne et indépendant.
UNP : Union nationale des parachutistes.
WACL : Ligue anticommuniste mondiale.

Coll. Fondation Jean-Jaurès

LE PHENOMENE FRONT NATIONAL

Après des années dans toutes les aventures de l'activisme d'extrême-droite, dans ses formes les plus marginales comme dans ses poussées éphémères, LE PEN est parvenu pour l'essentiel à rassembler tous les courants de l'extrême droite française en affirmant son rôle de leader, en éliminant, lorsqu'il le fallait, ses concurrents. Il a su cristalliser autour de lui les poignées d'activistes, coordonner les réseaux d'influence jusque-là séparés, se doter de moyen matériel à la mesure de son ambition.

Sur le terrain idéologique, le Front National a bénéficié du développement, avec la complicité de certains leaders de la droite classique, d'un renouveau de la pensée d'extrême-droite appelée à la fin des années 70 "la nouvelle droite". Cette dernière théorisa notamment l'anti-égalitarisme, la reconquête du pouvoir culturel. Cette pénétration idéologique contribua à briser les barrières existantes, entre l'extrême-droite et la droite classique.

Mais pour les tenants de la "nouvelle droite", les espoirs de transformation et de promotion au sein du R.P.R. et de l'U.D.F. trouveront leurs limites; dès lors le Front National offrit le débouché qu'ils cherchaient.

L'habileté de LE PEN fût de réussir la synthèse de différents courants de pensées et d'affirmer sa crédibilité de leader.

Il sut ménager, sans trancher, au sein du Front National, ceux qui se rattachent classiquement à la droite-extrême, à la droite plébéienne ou à la pensée anti-républicaine.

POURQUOI LE PEN ?

L'habileté politique, une capacité de rassembler des courants jusque-là marginaux et opposés, l'opportunisme d'une fraction en marge de la droite classique n'expliquent pas tout.
L'irruption d'une pensée aussi détestable, exclue depuis 40 ans de notre politique, correspond aussi à des conditions particulières de la France des années 80, à des problèmes profonds.

tableau

IMAGE DE J.M. LE PEN

"Parmi les qualificatifs suivants, quels sont ceux qui, selon vous, s'appliquent à J.M. LE PEN ?"

	Ensemble	Gauche	Droite
Raciste	45 (2e)	54 (2e)	37 (2e)
Courageux	25	16	30
Démagogue	31	31	35
Dit la vérité	20	14	23
Dangereux	56 (1er)	70 (1er)	45 (1er)
Compétent	10	6	9
Sans opinion	5	4	6

(Source SOFRES - Mai 1987)

La crise sociale :

C'est une évidence de constater que l'influence accrue et l'action du F.N. s'inscrivent dans une période de crise et de mutations profondes de notre société.

Le développement du chômage, les modifications des conditions de production, destructurant la société, aiguisent ses conflits, affaiblissent les bases sociologiques de l'action syndicale et des partis de gauche, laissant à eux-mêmes des individus de plus en plus isolés et désespérés.

L'impossibilité pour quiconque de résoudre rapidement cette situation, la responsabilité des forces de gauche à la

gestion du pays entraînent une fraction de notre peuple à se laisser séduire par le mirage des thèmes du F.N.

Les difficultés à financer une politique sociale encore plus audacieuse, alors même que le nombre des bénéficiaires ne fait que s'accroître, activent les sentiments d'abandon.

La crise, bien sûr, mais aussi les mutations en cours, désorientent de nombreux français. La modernisation, l'irruption massive de nouvelles techniques par beaucoup non maîtrisées, favorisent le recul du rationnel, ébranlent les valeurs assises, accroissent l'angoisse, font douter du sens du progrès.

Simultanément, l'urbanisation massive et souvent sauvage des années 60 et 70 entraina des effets pervers. Sans doute, les avions-nous en son temps dénoncé, sans peut-être avoir suffisamment compris ses conséquences sur la vie quotidienne : logements de mauvaise qualité qui cumulent les nuisances de toutes sortes (bruits, dégradations...), urbanisme impensé rendant impossible les communications, la vie commune, les concentrations massives ignorant les nécessaires repères individuels.

L'école enfin, massifiée, inadaptée parfois, mais surtout décriée , qui faute de moyens et de volonté, laisse trop souvent les jeunes sans formation et sans occupation, les parents sans espoir.

Tous ses éléments ont concouru au mal-vivre quotidien, aux difficultés des relations communautaires, au sentiment réel mais aussi combien ressenti de l'insécurité.

La crise des valeurs :

Avec la crise économique et les mutations, les valeurs, les formes de structuration de l'identité rentrent en crise.

Un demi-siècle après la montée du fascisme et la collaboration avec le nazisme, une partie de la droite française n'accepte plus les "interdits" qui ont pesé sur ces courants politiques. Face à l'arrivée de la gauche au pouvoir, une certaine droite veut se saisir de toutes les puissances que

peuvent recéler les idéologies les plus extrêmes, prête à tout pour lutter contre les changements sociaux. De nouvelles générations veulent s'affranchir du poids de la Résistance et ignorer, si ce n'est absoudre, les fautes du passé.

Les causes du développement du Front National ne sont pas uniquement socio-économiques. Elles correspondent à l'irruption d'un nouveau système de référence dans une société en crise : déstructuration du tissu du peuple de gauche, diminution de la confiance dans les syndicats, crise du P.C, impuissance de certaines couches petites bourgeoises à se projeter dans la modernité, difficultés à promouvoir des schémas culturels correspondant à la France urbaine de cette fin du 20e siècle, modification des structures démographiques traditionnelles et des schémas de communication entre les individus et entre groupes.

Parallèlement, le discours de LE PEN a l'habileté de rompre avec la forme technocratique de la pensée et du discours politiques dominant depuis deux décénnies. Mais, au-delà, il fait peu appel à l'ordre rationnel du droit et de la science et s'adresse prioritairement aux fantasmes.

Le champ politique

Il est devenu habituel à droite de rendre la gauche responsable de la résurgence de l'extrême-droite.

Nous ne nous arrêterons pas à démontrer plus loin ce sophisme qui s'appuie sur une certaine concordance entre l'arrivée de la gauche au pouvoir (81) et la montée du Front National (83-84). Sans doute la droite extrême s'est-elle sentie obligée d'affirmer sa répulsion profonde à l'endroit de la gauche en votant pour le Front national, aux européennes de juin 1984 notamment.

Mais, pour autant, cette concordance chronologique ne saurait valoir explication. C'est avant tout dans la longue crise des valeurs du gaullisme qu'il faut chercher l'essentiel de l'explication.

Bonapartisme issu de la résistance, le gaullisme a su intégrer puis museler toutes les droites, y compris la droite dure. Il a su, en son temps, canaliser les tendances les plus réactionnaires autour d'un projet républicain et laïque, accaparant à son profit le populisme et marginalisant l'activisme.

De crise en crise, de revirements en revirements, ses héritiers, jusqu'à CHIRAC, ont abandonné l'ambition et les principes du gaullisme, la droite elle-même se satisfaisant de moins en moins des contraintes sociales et politiques que de Gaulle lui avaient imposées.

Le revirement ultra-libéral de CHIRAC en 1980 n'en est pas la moindre illustration. Au-delà d'un discours économique et social qui modifiait son assise sociale, le renouvellement partiel de ses dirigeants qui écartait la tradition issue de la résistance, *le discours anti-étatique repris des expériences Thatcher et Reagan, désarticule le projet idéologique gaulliste.*

Pour le gaullisme, la nation procède d'un état fort, républicain et laïque. La critique systématique de l'état (si ce n'est ses faiblesses) est donc incompatible avec le gaullisme. Le R.P.R. crée en 1976, rompant avec ses racines idéologiques , ne peut que dériver vers un conservatisme libéral peu susceptible de rassembler les droites et *laisse le champ libre à une autre conception de la nation qui se fonde sur la tradition, la race, la référence aux ancêtres, rejoignant par là la tradition du national populisme du 19e siècle.* Il n'est dès lors pas étonnant de constater les "passages" militants du R.P.R. vers le F.N.. La critique systématique de l'état ne faisant, par ailleurs, qu'accélérer cette recomposition.

Le problème de la nation et, à travers elle, l'identité à laquelle veulent se rattacher les français, n'est pas étranger à notre sujet.

Rejets xénophobes au nom du droit du sang, référence permanente aux ancêtres, intégrisme religieux, sont là pour en témoigner. La crise de l'Etat-Nation rejeté au pro-

fit des théories du National populisme est au coeur du développement du Front National.

Nous avons dit plus haut la sottise d'attribuer à la gauche la responsabilité de la montée du Front national : pour autant, nous ne saurions négliger notre part de responsabilité : les insuffisances de notre politique économique et sociale de 81 à 86 au regard des espoirs mis en elle, les ambiguïtés dans le choix de nos valeurs, l'attention insuffisante aux problèmes de la vie quotidienne ont sans doute contribuer à détourner de nous certains électeurs qui ont voté pour nous en 81.

QUELLES SONT LES IDEES DU F.N. ?

Xénophobie et racisme :

Elles contribuent aux premiers succès du Front National, sa campagne anti-immigrés appuyée sur les mensonges et les fantasmes :

- Mensonge lorsqu'on prétend mettre un "trait d'égalité" entre le chômage et la présence des immigrés;
- Mensonge lorsqu'il s'agit de parler du coût de la protection sociale dont bénéficient les immigrés comme tous les autres cotisants;
- Mensonge sur les chiffres de la délinquance;
- Fantasme et manipulation lorsqu'il s'agit de décrire l'immigration dans notre pays et son avenir en les rattachant aux mouvements intégristes et/ou à leur pays d'origine.

Autoritarisme et éloge de la répression

Comme le montrent les questions du pouvoir personnel (culte du chef au sein du F.N.) et de l'usage des institutions (déclarations sur l'article 16) ou lorsqu'il attise le sentiment d'insécurité, excuse la légitime défense, pousse à l'extrême les politiques répressives en matière de délinquance, oubliant tout autre considération.

Une politique "d'apartheid social" :

Bien évidemment, lorsqu'il crée de la façon la plus irresponsable, la grande peur sur la transmission du SIDA et propose, au rebours de toute la communauté scientifique et médicale, la création de sidatorium. De même, s'est-il exprimé sur les handicapés en termes édifiants :
"En privilégiant, en favorisant par trop tous les faibles dans tous les domaines, on affaiblit le corps social en général. On fait exactement l'inverse de ce que font les éleveurs de chiens et de chevaux... On aboutit à une promotion de l'handicapé. On arrivera à un stade où, si l'handicapé peut vivre assez librement et assez aisément toute sa vie, les gens essaieront d'être mutilés, dès l'âge de dix huit ans" (interview de LE PEN parue dans le livre "Droite aujourd'hui" édition Albin Michel).

Ces propos nous ramènent 45 ans en arrière, à une époque où de telles "théories" poussées jusqu'à leur terme, ont conduit, on le sait, à l'élimination physique des handicapés au nom de la sélection de la race.

Une Mysoginie explicite.

Faisant fi des évolutions contemporaines concernant les droits des femmes, le discours de LE PEN se plait à proposer comme modèle les comportements les plus conservateurs. Quoi d'étonnant dès lors que le Front national fasse l'objet d'un véritable rejet de l'électorat féminin puisque deux électeurs sur trois du Front National sont des hommes (Voir tableau).

Mais cette situation n'est pas nécessairement définitive. D'abord parce que nous sommes dans un contexte de crise, ensuite parce que l'osmose avec la droite libérale existe sur ces questions. Enfin la France n'est pas comme d'autres pays particulièrement avancée en matière de féminisme. Il existe dans l'opinion française des zones de résistances hostiles à toute évolution en ce domaine et qui peuvent se renforcer, s'élargir si elles se trouvaient consolidées par le discours du Front national. C'est pourquoi il importe de bien cerner les thèmes développés par le Front National. Les acquis de la gauche et la valeur de nos propositions y contribueront aussi.

Le retour de la femme au foyer financé par l'exclusion des immigrés.

LE PEN reprend le thème ancestral du retour de la femme au foyer et l'encourage par une proposition de salaire mensuel de 5000 F. pour les familles de trois enfants et plus, par la retraite de la Sécurité Sociale à soixante ans pour les femmes ayant trois ou quatre enfants sans activité professionnelle.
Il préconise aussi un congé de maternité rémunéré de trois ans.
Le Front National ne s'embarrasse pas de scrupules pour financer pour "financer" ce projet : ce sont évidemment les immigrés qui en feront les frais en les bannissant de la communauté nationale. Ces propositions ne semblent pas devoir trouver un grand écho auprès des femmes puisque 69% d'entres elles agées de vingt cinq à cinquante cinq ans travaillent, sont attachées en dépit de réelles difficultés à une activité professionnelle qui leur ouvre d'autres horizons que le seul univers domestique.
Mais il est vrai aussi que 31% d'entres elles n'ont pas d'activité professionnelle. Il importe donc de faire connaître le bilan de la gauche et nos propositions sur ces questions.

Le statut juridique, la politique et les femmes:

Napoléon et de Gaulle:
Le discours du Front national ne se limite pas à préconiser le retour de la femme au foyer. Dans un article intitulé "Femmes, où est votre victoire ?" paru dans "National Hebdo N°10", on prend mieux la mesure du danger.

Sur le plan juridique, il se déclare éloigné du code civil napoléonien, mais il rappelle longuement et comme à plaisir les théories arriérées de Napoléon sans rien lui proposer d'autre : "La femme est notre propriété car elle nous donne des enfants. Elle est donc sa propriété comme l'arbre à fruits est celle du jardinnier".

Sur le plan politique, il se félicite que la France n'ait été que la trente huitième nation à accorder le droit de vote

aux femmes en 1945 tout en en reconnaissant l'utilité. Mais rien "dans la vie de Tante Yvonne ne semble indiquer que le Général lui ait autrefois abandonné sa culotte autrement que pour la repriser".
Passant sous silence les évolutions récentes du vote des femmes en direction de la gauche, il préfère contre toute vérité affirmer que les femmes votent comme leurs époux ou contre son candidat selon l'état de leurs relations conjugales.
Simplisme et mépris le disputent au paternalisme : pour expliquer par exemple que les femmes accèdent assez peu aux hautes charges de l'état : "leur nature propre s'accomode mal d'une remise en cause permanente de l'organisation de la société". Pourquoi d'ailleurs y accèderaient-elles puisque les assemblées élues composées d'une majorité d'hommes ne sauraient rester sourdes aux voeux d'une catégorie qui représente la moitié des électeurs.

Les femmes victimes du féminisme:

Une véritable égalité entre les sexes est de toute façon réputée impossible pour le Front National. Mais il y a pire. Les femmes ne comprennent pas leur intérêt. Elles sont victimes de tout ce que le vingtième siècle a fait pour la promotion des femmes et tout particulièrement du féminisme présenté de façon caricaturale. Le féminisme en effet désigne l'homme comme l'ennemi à abattre et n'a d'autre but que son émasculation.

Un exemple: l'insécurité

Le féminisme se retourne contre les femmes puisque les hommes dévalorisés ont abandonné leurs dernières responsabilités héritées du fond des âges: "la protection que le mâle estimait devoir à la femelle ne serait-ce que par instinct". Comment ceux qui d'ailleurs voudraient exercer cette protection le pourraient-ils puisque les immigrés principaux responsables de l'insécurité des femmes ont envahi les villes et "qu'on a banni l'ordre au nom de la liberté".

L'article est étayé par les témoignages de peur et d'insécurité d'une vingtaine de femmes recueillies ré-

cemment à Marseille. Une fois de plus le discours du Front national s'organise autour de toutes les peurs, ici celles des femmes, qu'il attise, de l'exclusion des immigrés devenus boucs-émissaires, de la critique sans fondement de la démocratie jugée laxiste.

Le Front National est sans doute à l'heure actuelle le vecteur de l'antiféminisme le plus vulgaire et le plus rétrograde dans notre société.

Des idées anti-républicaines :

Lorqu'il prononce un discours sur la Nation et les français, il oublie notre histoire, les traditions de notre République, l'image, que bon ou mal an, la France a délivrée au monde

Cette Nation Française, revue par LE PEN, inscrite dans "la pureté" de nos origines, tourne le dos à la tradition française, terre d'intégration des peuples et des cultures. Mais comment pourrait-il en être autrement puisqu'il s'appuie particulièrement sur le courant traditionaliste de l'église et qu'il fait précéder chacun de ses principaux rassemblements d'une messe intégriste. Ce courant, dont il se nourrit, n'a rien voulu savoir des deux siècles de progrés et d'histoire que notre pays a connus.

Un extremisme anti-social

On l'a déjà dit "l'innovation" du F.N. c'est d'avoir su associer (dans la discrétion et la démagogie) le discours social du populisme fascisant, l'ultra-libéralisme économique et la tradition légitimiste.

Pour tout ce qui relève de l'économique, on ne peut trouver plus à droite (plus anti-salarié) que LE PEN. Fiscalité, droit du travail, rapports profits/salaires, "barre à droite, toute".C'est souvent aussi l'expression politique des secteurs les plus archaïques des petits patrons.

La complainte de la décadence

Pour rassembler, bon gré, mal gré, les exclus du capitalisme moderne (les petits patrons, les professions libé-

rales) comme les exclus par ce capitalisme (salariés précaires et chômeurs les plus désorientés), LE PEN ne s'attaque pas au système et à ses conséquences. Il préfère entonner le chant du déclin, quitte à grossir le trait, suggérer les peurs, agiter les fantasmes.

Son discours politique, ses thèmes de campagne empruntent à l'irrationnel, à la peur, à l'image permanente de la décadence et de la mort. Il ne reste plus qu'à dénoncer le coupable pour exorciser le mal et se rassembler autour du sauveur providentiel.

Loin de mobiliser les énergies pour surmonter les difficultés que connaît notre pays, ce discours (et il faut reconnaître ce retour à la fonction politique qui tranche avec les discours technocratiques) suscite crispations, angoisses, nostalgie réactionnaire, autant d'attitudes qui tournent le dos à la mobilisation des énergies pour l'engagement de notre pays dans une modernisation maîtrisée.

QU'EST CE DONC QUE LE F.N. ?

Comprendre ce qui a pu favoriser le développement du F.N. ou tenter d'analyser le phénomène ne relève pas seulement de la démarche historique ou sociologique. Il s'agit d'en comprendre les ressources et d'en mesurer justement les dangers. Bref d'organiser le combat contre ses idées.
L'évolution de la situation politique, comme l'opportunisme de LE PEN ne permettent sans doute pas de fixer définitivement l'analyse. On peut néanmoins, pour l'instant, écarter deux schémas et poser quelques points de repère :
A l'évocation du passé des hommes qui l'animent, des courants qu'il rassemble et de certaines de ses idées, qui ne serait tenté de qualifier le F.N. de fasciste ?
Pour autant, nous ne croyons pas qu'il s'agisse d'une analyse juste. Non pas en raison de l'argument "comment croire qu'il y ait 10% de français fascistes" (comment croire qu'il y ait eu une majorité d'allemands nazis ?) mais parce qu'au-delà des hommes et des idées, les situations historiques ne sont pas identiques et que certaines des raisons qui ont présidé au développement du fascisme

n'existent pas aujourd'hui. La violence ne se situe, pour l'essentiel, qu'au niveau des idées et la militarisation dans les coeurs.

Le projet fasciste, la menace fasciste ne sont pas à l'ordre du jour dans notre pays.

Un autre schéma, optimiste celui-là, ne veut voir dans le Front National qu'un rassemblement de circonstances, qu'un simple retour du poujadisme. C'est cette analyse qui justifie toutes les faiblesses de la droite à l'égard du Front National: elle est fausse au regard de la persistance de ce courant depuis maintenant plusieurs années et, surtout, elle ne tient pas compte des causes qui l'ont suscité.

Le Front National, qu'elle que soit la relative hétérogénéité de ceux qui lui ont donné naissance, dans notre société en crise, *a toute chance de s'installer durablement.*

Ni danger fasciste, ni réaction éphémère, le Front National est, du point de vue de l'histoire des courants et des hommes qu'il a rassemblés, comme de ses idées, de nature hybride. Un "front" comme il s'intitule lui-même. Front de l'ultra-droite hyper-libérale du point de vue économique et surtout social et du national populisme d'extrême-droite dans son projet de société. *Sa force, son électorat diversifiés (voir tableau I), tiennent à cette nature frontiste.* Front dirigé bien sûr contre la gauche et les salariés mais animé aussi d'une volonté de revanche politique sur la droite classique qui l'a longtemps marginalisé. Front qui s'engouffre dans la brèche ouverte par la critique des libéraux contre le "compromis social démocrate" issu de la résistance.

Le combat contre le F.N. doit intégrer cette dimension. Derrière le phénomène LE PEN, les cohortes d'anciens terroristes de l'OAS et les processions intégristes avancent trop souvent masquées. *Le populisme dont il se pare souvent peut faire oublier la violence anti-sociale de son projet.*

Les contradictions existent, il ne faut pas manquer de les mettre en évidence. Rassemblement hybride, contradic-

tions internes, le Front National n'en est pas moins une menace pour notre pays : que ce soit par son poids électoral, les idées qu'il développe, la société civile qu'il organise, le Front National doit être dénoncé et combattu par la gauche, bien sûr, mais aussi, au delà, par tous ceux qui veulent se réclamer d'une tradition républicaine et démocratique. C'est d'ailleurs ce que pense un nombre croissant de nos compatriotes (cf tableau II).

EN QUOI LE PEN EST-IL DANGEREUX POUR NOTRE PAYS ?

Il est légitime de s'interroger sur les risques de valorisation du Front National par le fait même qu'on le combat? Longtemps d'ailleurs, les socialistes s'en sont tenus à cette position. Pour autant, depuis 1983, le Front National s'est développé et s'est installé dans la perspective d'une certaine durée. La simple marginalisation ne suffit plus : Il faut le combattre, le démystifier comme l'a fait Lionel JOSPIN lors du premier face à face avec LE PEN sur RTL (22 juin 1987).

Le problème des alliances

La France va connaître dans les années qui viennent une série d'élections:présidentielle,législatives, municipales notamment.

Combattre LE PEN et le démystifier c'est d'abord ramener les choses à leur juste proportion: LE PEN ne sera pas présent au 2e tour de l'élection présidentielle. Son courant politique, quelles que soient les faveurs apparentes et relatives dont il semble disposer aujourd'hui, ne peut prétendre à gouverner le pays.

L'évolution de l'opinion ces dernières années a montré, pour une partie, une certaine attirance pour le Front National ou ses idées. Parallélement, le nombre de français qui se déclarent hostiles n'a cessé de grandir et de s'affirmer: LE PEN divise les français et ne peut prétendre rassembler, dans un système démocratique, qu'une minorité.

SON ACTION DIVISE : 74%

Diriez-vous que l'action de Jean-Marie LE PEN favorise l'entente entre les français ou favorise la division des français ?

	Ensemble des français	Sympathisants de gauche	Sympathisants RPR -UDF
Elle favorise l'entente entre les français	11	8	10
Elle favorise la division des français	74	82	73
Sans opinion	15	10	17

Source SOFRES (Mai 1987)

Dès lors, son poids politique ne peut s'exercer qu'au travers d'alliances : LE PEN voudra-t-il servir d'appoint, lui qui tire tant de bénéfice à fustiger le R.P.R. et l'U.D.F. et à s'en démarquer pour mieux occulter ses projets politiques, notamment en matière économique et sociale. Nul doute, et sa longue carrière d'activiste plaide sur ce point pour lui, que LE PEN ne se contenterait pas d'un strapontin :

Cinq ministères pour le Front National !

"Nous ne monnayerons pas nos voix contre des maroquins ministériels" assure Bruno MEGRET, directeur de la campagne présidentielle de LE PEN, dans un entretien publié dans le quotidien La Croix daté du 31 juillet. Toutefois, si le nouveau gouvernement conduit "une véritable politique de redressement national" le Front National acceptera d'y participer, en revendiquant... en priorité deux portefeuilles ministériels : "un grand ministère de la population prenant en compte tous les problèmes de la famille, de la démographie et de l'immigration, bref, de l'identité française et un ministère du développement chargé des aspects économiques, industriels, scientifiques et sociaux du redressement national". En outre, MEGRET ajoute qu'"il voit mal comment pouraient ne pas être confiés" au Front National... les ministères de l'éducation nationale qu'"il faudra rebaptiser instruction publique", de la justice, et celui

de la "défense civile" dont le Front national "exigera la création!".

On le voit, le Front National n'est pas disposé à jouer les figurants : l'hypocrisie politique de la droite, qui a accepté la stratégie des accords locaux, ne saurait faire illusion. La question d'un accord national, RPR-UDF-FN, même s'il n'est pas favorisé publiquement, est directement posée par les compromis municipaux et régionaux.

Le poids électoral du Front national, la capacité d'attraction de ses thèmes sur une partie importante de la droite classique, sa situation politique, lui donnent les moyens de faire payer au prix fort son ralliement au 2è tour de l'élection présidentielle : La droite, au terme de ses renoncements, se mettra en position d'otage du F.N. Les questions d'alliance sont désormais ouvertement posées à la veille de l'échéance présidentielle.

Vers des alliances avec le F.N.?

L'on savait que beaucoup à droite ne seraient pas gênés par une alliance de gouvernement avec le F.N. GAUDIN, LABBE, PASQUA et d'autres ne font-ils pas campagne sur des thèmes similaires ; ne font-ils pas, sur bien des points, des propositions semblables (Code de la Nationalité, peine de mort, etc...)

Mais à la veille de la campagne présidentielle la situation semble évoluer de la plus mauvaise manière, le F.N. a accentué sa pression et la droite semble s'y plier. Si la proposition de rencontre au sommet proposée par LE PEN au R.P.R. et à l'U.D.F. est pour l'instant rejetée plus en raison de la nature de l'élection présidentielle qu'au nom des divergeances sur les principes de l'élection présidentielle. Tout au contraire, CHIRAC légitime d'ores et déjà les alliances locales et TOUBON le secrétaire général du R.P.R. (Nouvel Observateur du 21 août 87) sous-entend que "si on ne dit rien avant, on fait après".La stratégie politique est affirmée : battre les socialistes au nom de la "société de liberté".

En rejetant tout autre considération il affirme que le F.N. n'est plus un adversaire, tout juste un concurrent qui poura être l'allié de demain.

R. BARRE quant à lui a choisi pour l'instant une tactique qui, pour être légèrement différente, revient au même : "Le F.N. défend des idées critiquables, mais ses électeurs sont des Français comme les autres" (comprendre : on pourra toujours s'arranger après, avec ses élus). Quant au racisme : on en parle beaucoup trop et l'ignorer serait la meilleur façon de le combattre. L'esquive tient lieu de réponse, l'ambiguïté de stratégie.

La fausse symétrie des alliances

Pour justifier leur acceptation d'une alliance avec le F.N., certains à droite, nous renvoient à l'Union de la gauche et à la présence de ministres communistes au gouvernement. Notons au passage qu'ils se sont longtemps servi de cet argument pour s'arroger le monopole de la défense des libertés ; mais au-delà, il s'agit d'une argumentation fausse et choquante.

Il n'est pas admissible d'assimiler P.C. et F.N. sous prétexte que nazisme et goulag seraient deux versions du totalitarisme.

Nous sommes en France et il s'agit de partis qui ont une histoire et qui témoignent par leurs actions et leurs discours : quel que soit le peu de distance pris par le P.C.F. avec le P.C. de l'Union Soviétique, il ne peut y avoir assimilation pure et simple, ni surtout, responsabilité directe pour des actes commis dans un autre Pays.

A l'inverse, c'est bien en France que l'extrême-droite a collaboré au-delà de toute attente de l'occupant, alors que le P.C. participait avec d'autres, aux combats de la résistance et qu'à ce titre, le Général de Gaulle l'intégrait au gouvernement de la Libération.

De même, le P.C. pour l'essentiel de son histoire se rattache à la tradition républicaine, l'extrême-droite n'a cessé que rarement de la combattre.

Ce qui est vrai du passé l'est aussi dans leur action d'aujourd'hui. Quels que soient les doutes et les critiques que l'on porte sur les buts et les méthodes du P.C., pour l'essentiel il s'appuie sur les espoirs de progrès, de justice, de solidarité de ceux qui le soutiennent.

Il en est tout autrement du F.N. qui fait appel à la haine et à la peur. Le racisme n'est pas une idée politique comme une autre.

Enfin, le processus politique qui conduit au rapprochement de la droite avec l'extrême droite est d'une toute autre nature que celui qui a présidé à l'Union de la gauche.

D'un côté, on assiste à la montée de l'extrême-droite qui contraint la droite à s'allier avec elle puis à se rallier à ses thèmes. De l'autre, l'Union de la Gauche a correspondu à un renouveau socialiste qui ne pouvait que relativiser certaines appréhensions.

Au total:

- De quel poids LE PEN peserait-il dans un futur gouvernement CHIRAC ou BARRE ?
- Ceux-ci, rompant avec leurs engagements précédents et une tradition de 40 ans, accepteraient-ils, contrairement au souhait d'une majorité de Français, d'installer LE PEN à la direction de l'Etat ? (voir tableau IV)

Ces questions ne sont pas subsidiaires, elles seront au coeur de l'élection présidentielle.

NOIR, BARZACH, au R.P.R.- BARROT, STASI, LEOTARD, MALHURET à l'U.D.F. malgré leurs déclarations, semblent bien peu peser sur l'orientation de leurs formations. *Souhaitent-ils comme le demande S. VEIL, avec insistance clarifier vraiment les rapports entre la droite et le F.N. avant les élections ?*

S'il est vraisemblable qu'une fraction majoritaire de la droite est prête à s'allier avec le F.N., pour les autres, gaullistes authentiques ou chrétiens sociaux, il faudra

beaucoup d'opportunisme et peu de conviction pour renier leur éthique.

Mais le danger du F.N. ne se limitera pas à l'échéance présidentielle et législative et à leurs conséquences.

La présence du F.N. dans la vie politique jouera un rôle déterminant notamment aux élections municipales : Au niveau local plus encore qu'au niveau national, la droite classique s'est elle-même chargée de se faire la propagandiste du F.N.. En 1983, lors des élections municipales, surtout lorsqu'il fallait tout faire pour battre la Gauche, on aurait eu bien du mal à distinguer leurs programmes. Sur ces discours, où la démagogie l'emportait sur toute autre considération, le F.N. aura la partie belle en 1989 vis-à-vis de ses concurrents de droite.

La droite et les idées du F.N.

D'une façon générale les relations de la droite et du F.N. se posent d'une façon plus stratégique : La droite est-elle susceptible de mettre en avant d'autres valeurs que celles inspirées par le F.N. ? Pourra-t-elle proposer un projet cohérent susceptible de se démarquer à la fois du F.N. et des valeurs prises en charge par la Gauche ? Les tentatives d'un projet libéral ne semblent pas faire long feu. Léotardiens et Chiraquiens ont essayé le libéralisme nouveau. Que reste-t-il de cohérent et de mobilisateur dans cette importation politique ? Quelle capacité de rassemblement de leur propre base sociale ? S'il est permis de douter de l'avenir de ces projets, la Droite classique risque d'être démunie pour résister aux sirènes des théories du F.N. fussent-elles légèrement polissées.

Mais le F.N. ne pose pas de problèmes qu'à la société politique, c'est la société toute entière qui est menacée.

Le poids du F.N. dans la société française

Au-delà des échéances électorales et des enjeux de pouvoir politique, le discours du F.N., son action, les relais dont il peut bénéficier dans une certaine presse et dans certains milieux, constituent un danger.

Ces discours de division et de haine trouvent écho dans notre société au-delà du politique (Chateauroux par exemple).

Peurs, racisme, auto-défense, fuite dans l'irrationnel, sont d'autant d'abcès entretenus et légitimés par le F.N.

Aux difficultés réelles que connaît notre pays, il faut répondre par le dialogue, la mobilisation des énergies, le sens du concret. L'exaspération des tensions nuit à la recherche des solutions, prépare implicitement les affrontements.

En divisant à ce point les Français entre eux, en pratiquant systématiquement la politique du bouc émissaire, en brisant certains consensus moraux, en exaltant symboliquement la supériorité de la force sur le droit, le F.N. prend le risque d'être à l'origine d'évènements graves dont il aura sans doute tôt fait de dégager sa responsabilité.

En escamotant les vrais questions qui se posent à notre Pays et aux Français, il ne fait que suggérer de mauvaises réponses.

Le "Mal-Vivre" dans les banlieues est réel : Est-ce la faute aux immigrés ou bien à la qualité des logements et de l'urbanisme ?

Le chômage fait des ravages et multiplie les risques de précarisation sinon de pauvreté. Qui peut démontrer que cela a un rapport quelconque avec la présence de travailleurs immigrés sur notre sol?

Les immigrés n'en sont-ils pas les premièes victimes ? Leur exclusion est-elle une solution ?

L'aspiration à la Sécurité est réelle, en particulier dans les milieux populaires ; mais faut-il plus de répression ou plus de prévention ? Et surtout ce sentiment ne trouve-il pas ses racines dans les risques de précarisation, dans l'insécurité sociale, et dans la difficulté à se concevoir un avenir et des repères sociaux.

Les difficultés que connaît notre Pays sont d'un tout autre ordre que les fantasmes qu'agitent le F.N. :
- La création d'emploi et la formation des jeunes
- L'intégration des immigrés
- L'aménagement des villes et des cités
- L'amélioration des conditions de vie, en particulier des plus défavorisés
- La prévention et l'action résolue contre la délinquance et les fléaux sociaux.

Coll. Fondation Jean-Jaurès

UN DANGER POUR LA DEMOCRATIE

Pensez-vous que le Front National et J.M. LE PEN représentent un danger pour la démocratie en France ?

	Oct . 83	Mai . 84	Oct . 85	Mai . 87
OUI, ils représentent un danger	38	43	50	55
NON, ils ne représentent pas un danger	43	44	34	33
Sans opinion	19	13	16	12

(Source SOFRES)

Par sympathie partisane

	OUI	NON	NSPP
P.C.F.	74	15	11
P.S.	69	23	8
U.D.F.	54	42	4
R.P.R.	47	41	12

Coll. Fondation Jean Jaurès

ENTENTE OU ALLIANCE AVEC LE FRONT NATIONAL ?

•"Pensez-vous que le R.P.R. et l'U.D.F. doivent essayer de s'entendre avec le Front National de Jean-Marie LE PEN, ou qu'ils doivent refuser de discuter avec lui ?"

	Avril 1985	Novembre 1985	Avril 1986	Mai 1987
Essayer de s'entendre	25	31	34	27
Refuser de discuter	53	51	51	54
N.S.P.P.	22	18	15	19

(source B.V.A.)

• "Entente" parmi les sympathisants R.P.R. et U.D.F.

Essayer de s'entendre	27	37	42	32
Refuser de discuter	59	50	47	57
N.S.P.P.	14	13	11	11

(source B.V.A.)

• "Pour l'élection présidentielle de 1988, souhaitez-vous que J.CHIRAC ou R. BARRE conclut un accord de désistement avec J.M LE PEN ou qu'il ne fasse aucune alliance avec lui ?"

	CHIRAC		BARRE	
	Ensemble	R.P.R.	Ensemble	U.D.F.
Accord de désistement	15	25	15	16
Aucune alliance	68	65	66	77
N.S.P.P	17	10	19	7

(Mai 1987) (source SOFRES)

Coll. Fondation Jean-Jaurès

EVOLUTIONS DE L'ELECTORAT DU FRONT NATIONAL

	Européennes 1984	Législatives 1986	Président. 1987	Président. 1987
AGE	*(1)*	*(1)*	*(1)*	*(2)*
- 18 à 34 ans	31	39	43	40
- 35 à 49 ans	26	27	30	20
- 50 ans et plus	43	34	27	40
	100%	100%	100%	100%
PROFESSION DU CHEF DE FAMILLE				
- Agriculteur	8	12	4	5
- Artisant, Commerçant, Chef d'Entreprise	8	10	8	8
- Cadre, Prof. intellect.	17	7	7	5
- Profession intermédiaire, Employé	19 | 37	24 | 50	26 | 63	19 | 57
- Ouvrier	18	26	37	38
- Inactif, Retraité	30	21	18	25
	100%	100%	100%	100%
VOTE AU 2EME TOUR PRESIDENTIELLES DE 1981				
- F. MITTERRAND	32	29	33	
- V. GISCARD-D'ESTAING	55	43	33	
- Abstention, Sans réponse, Trop jeune pour voter	13	28	34	
	100%	100%	100%	

(1) - Source SOFRES (Article de J. JAFFRE "Le Monde" du 26 mai 1987)
(2) - Source B.V.A. : Enquêtes sur 3 mois

La recomposition de l'électorat du Front National entre 1984 et 1987 s'explique aussi par le fait qu'en 1984 il y eut un abstentionnisme plus élevé que la moyenne nationale chez les jeunes, chez les ouvriers et les employés. L'accroissement de participation entre 1984/1986 et dans les intentions de vote en 1987, n'affaiblit pas l'influence du Front National (autour de 10%). Il accentue le poids relatif des gros bataillons électoraux.

Fondation Jean-Jaurès

Coll. Fondation Jean-Jaurès

COMMENT LUTTER CONTRE LE FRONT NATIONAL ?

Il est parfois des arguments et des moyens qui se retournent contre leurs utilisateurs. L'expérience montre qu'il n'est pas simple de définir la bonne réponse, le bon discours, capables d'être entendus par ceux qui sont attirés par les thèmes du Front National.

L'électeur du Front National est peu perméable au moralisme. Ce serait aussi une erreur de diagnostic comme d'approche, que d'assimiler les sympathisants de Le Pen à autant de fascistes en puissance. Il nous faut donc affiner le discours .

REFUSER LA BANALISATION

Le Front National n'est pas un parti comme un autre. Sa brève histoire, celle des hommes qui le dirigent en font foi. Mais surtout, il nous appartient de souligner à quel point il se situe au ban de la démocratie. Et ce n'est pas seulement au nom de la morale que cette attitude doit s'imposer. Mais en démontrant que par ses méthodes, ses thèses, il se situe en rupture avec les fondements de la démocratie.

Le Front National au ban de la démocratie

La démocratie ne se résume pas à l'élection. Elle repose sur le libre choix de citoyens éclairés, et donc

sur l'information pluraliste et contradictoire, le débat, la presse, etc ... *Se fixer délibérément comme objectif de tromper les citoyens, de fausser leur jugement, de susciter des peurs collectives, c'est à la fois faire insulte à la raison et s'écarter de l'exigence démocratique.*

C'est bien *la méthode du mensonge* systématique qu'utilise Le Pen dans sa dénonciation des immigrés. Chiffres erronés, statistiques détournées, sont les moyens les plus grossiers . L'insinuation est plus redoutable encore.

L'exploitation de la peur est un second procédé, largement utilisé. Les hommes de Le Pen n'en ont certes pas l'exclusivité. On se souvient des campagnes honteuses menées à notre encontre par la droite sur les questions de sécurité. Pour le Front National, toutes les peurs sont bonnes à prendre, à commencer par la peur de l'avenir.

Celles qui n'existent pas suffisamment à son gré . Le Pen saura les susciter : ainsi un passage à la télévision ("Heure de vérité" 6 mai 1987) sera prétexte à faire trembler la France avec le spectre du SIDA, en assénant péremptoirement de grossiers mensonges comme autant de "vérités que l'on cache au Pays."!

La peur de l'autre et la xénophobie s'alimentent mutuellement. La peur pour sa sécurité, celle de ses biens nourrit le discours autoritaire et réclamant la peine de mort, même si les cambrioleurs ou les voleurs à la tire ne l'encourent pas . Alors les petites peurs ou les agressions, vécues jusque là individuellement, projetées dans un discours médiatisé, deviennent élément politique, la délinquance et la criminalité. Tenues jusqu'en 1981 en dehors du champ électoral, elles y ont fait depuis une irruption bruyante. *La concurrence est forte sur le marché de la peur.* La droite classique l'a appris à ses dépens à partir de 1983. Croyant capter les électeurs égarés en reprenant un discours d'extrême droite, elle a dû constater qu'elle alimentait le phénomène de fuite d'une partie de sa clientèle vers le Front National.

L'utilisation politique de la peur est difficile à maîtriser. Elle ne peut servir que les ennemis de la démocratie . C'est bien pourquoi Le Pen en fait son arme favorite. Le tableau qu'il dresse de la situation est terrifiant. Le brave citoyen français est cerné d'étrangers à la démographie galopante,de sidaïques contagieux, il est à la merci des larrons et brigands, au milieu de l'indifférence ou de la complicité de tous les pouvoirs publics.

Et le Front National est orfèvre dans le maniement de la *démagogie, et du simplisme*, qui sont le trait le plus évident du mépris des citoyens. Mettre en parallèle le nombre d'immigrés et le nombre de chômeurs, voilà la solution miracle ! "Etre français, cela se mérite" proclame une brochure récente de propagande. Il dévoye le patriotisme - le sentiment le plus populaire qui soit - pour le mettre au service de l'exclusion et de la haine.

Enfin, *le goût de la force et le culte de l'autorité* confère au Front National de détestables relents qui trahissent l'origine de ses fondateurs. Sans doute l'autorité est-elle souhaitable dés lors qu'elle est démocratique. Mais Le Pen et ses hommes ont une toute autre conception. Dans leur appel aux solutions d'autorité, au culte du chef, c'est la démocratie qu'il s'agit de condamner, cette "démocratie molle" accusée d'impuissance face aux difficultés du pays. Le recours à cette thématique justifierait à soi seul que le Front National soit mis au ban de la démocratie, laquelle ne saurait vivre sans citoyens capables de s'opposer avec une détermination farouche à toute tentative de ce genre. Refuser la banalisation du Front National correspond à cette exigence.

Le Front National au ban de la République

La forme spécifique que revêt en France la vie démocratique est fondée sur des valeurs partagées, certes inaccomplies, et pour la réalisation desquelles, les choix diffèrent largement. Ce n'est pas de sortir du consensus qu'on accuse le Front National; il n'y aurait

pas là matière à procès. Mais les valeurs fondamentales et fondatrices de la République sont rejetées ou niées par Le Pen et sa formation. Le combat que nous avons à mener contre le Front National n'est pas seulement celui de la gauche contre l'extrême-droite. Face à des hommes qui cherchent à duper les valeurs fondamentales, nous ne devons pas craindre de relever ce défi. C'est notamment la tache des socialistes parce qu'ils ont désormais la responsabilité de la gauche. A nous donc de montrer comment l'élitisme, le mépris, la loi du plus fort sont des insultes au principe d'égalité des droits, d'égalité des chances. L'apparente acceptation de la République est d'ailleurs une concession de fraîche date de cette famille politique.

Ce n'est pas un hasard si l'"ultra-libéral" Le Pen veut supprimer toute carte scolaire, organiser en fait le recrutement des lycées selon la fortune des familles, favoriser l'enseignement privé. Le F.N. est la seule formation politique à rejeter l'idée de porter 80 % d'une génération au niveau du bac.

Au Conseil Régional d'Ile de France, le groupe du Front National se distingue par sa hargne à vouloir freiner tout effort en matière de développement ou de construction des lycées. Attitude significative d'une mentalité pré-républicaine.
Le principe de liberté est également battu en brèche par le mépris dans lequel le Front National tient les libertés pratiques. On ne s'attardera pas sur le traitement qu'il réserve aux partis politiques - hors lui-même - ou aux organisations syndicales. C'est le langage de l'homme fort, arrogant, cultivant l'ordre, l'autorité, l'appel au chef. Ses hommages fréquents rendus à Pinochet ou à l'Afrique du Sud en disent plus que de longs discours. Il n'est jusqu'à son ultra-libéralisme qui ne témoigne de sa vision du monde, où seuls les plus forts survivent. A-t-on besoin enfin d'imaginer ce que serait une société appliquant le programme politique du Front National : expulsions forcées, rafles, discrimination systématique à l'école, au travail, contrôles généralisés ...

Ce que les fondateurs de la République nommaient Fraternité et que nous appelons aujourd'hui plutôt

Solidarité, est nié. L'exclusion est la solution à tout problème. Le chômage se résout par le départ des immigrés, le SIDA par l'enfermement des malades, l'enseignement par la sélection. Et le critère de l'exclusion est tantôt la nationalité, tantôt la race. Là encore, il est nécessaire de s'appuyer pour ce combat sur une assise large, sur les valeurs de fond de la République, en soulignant à quel point le Front National et ses thèses en sont éloignés.

C'est une bonne manière de refuser toute banalisation de Le Pen, en appelant aux principes essentiels dont le pays ne s'est jamais détourné, si ce n'est précisément après l'effondrement de 1940.

LES SOCIALISTES NE SONT PAS SEULS A LUTTER SUR LE TERRAIN DES VALEURS.

Face aux thèses de Le Pen, et à leurs conséquences parfois dramatiques dans la vie quotidienne, on ne peut espérer une réponse sur le seul terrain politique. *C'est à la société toute entière de réagir, d'imposer ses valeurs.*

La France n'est pas raciste. Il faut qu'elle le montre, qu'elle refuse sa banalisation, qu'elle n'accepte pas que le racisme soit une idée comme une autre. C'est pourquoi les socialistes se réjouissent à chaque fois qu'elle se mobilise. Qu'il s'agisse des concerts de SOS-Racisme, du travail des associations de défense des Droits de l'Homme, des prises de position des Eglises, des forces spirituelles des associations de jeunes immigrés qui luttent pour l'égalité des droits, tous ces mouvements traduisent une réaction en profondeur de la société contre la propagation des idées lepenistes. Au delà de la simple dénonciation, ces mouvements mettent en marche une dynamique positive qui démasque les vrais problèmes de notre société, élabore collectivement les réponses à leur apporter. Face au racisme et à l'intolérance, c'est le mouvement de l'intégration qui se met en marche. Face aux discours sécuritaires,c'est une nouvelle réflexion sur la vie quotidienne des plus favorisés qui s'élabore. Face aux

discours d'exclusion et de ségrégation, c'est la mise en oeuvre des valeurs de solidarité et de prévention.

Mais, face aux discours irrationnels, aux peurs suscitées, aux haines exacerbées, le discours rationnel, l'impératif moral ne suffiront pas.

Le succès de SOS-Racisme c'est d'avoir su aussi répondre sur le terrain de la subjectivité, celle de l'affectivité positive, qui relie et rassemble les hommes dans la fête et la musique. La réponse sociale c'est celle de la vie contre les discours morbides.

Les socialistes, s'ils soutiennent ces mouvements, en respectent l'indépendance. Chacun dans son rôle spécifique contribue à la promotion de valeurs communes

Lorsque cela est nécessaire, le P.S. ne doit pas hésiter à susciter lui-même des mouvements de masse. C'est par exemple ce qu'ont réussi le 13 juin 1987 nos camarades des Bouches-du-Rhône lors de la manifestation **"Marseille-Fraternité".** Grâce à une volonté d'unité la plus large, à la mobilisation de l'ensemble du mouvement associatif, à l'affirmation de notre détermination. Ne pas le comprendre sous prétexte que " cela ne convainc personne" c'est ne rien comprendre ou pire, ne rien attendre des dynamiques sociales.

Les socialistes ne sont pas seuls dans le combat contre le Front National, la politique n'est pas le seul terrain de réponse. Dans ce mouvement, nous avons beaucoup à apprendre, comme nous avons beaucoup à apporter.

DEMYSTIFIER LE POPULISME DU FRONT NATIONAL.

Le combat des valeurs est au coeur de notre réaction contre le Front National. Pour les socialistes mais plus largement pour tous les démocrates et les républicains, racisme, autoritarisme, ségrégationisme sont insupportables. Mais dans notre pays en crise les valeurs de liberté, de justice, de solidarité sont encore très insuffisamment concrétisées.

Pour certains, parmi les plus démunis, leur potentiel d'espoir n'est plus perceptible. C'est dans cette situation que le Front National peut imposer son discours. Sa gouaille, sa démagogie, sa politique du bouc émissaire lui sert d'alibi populaire. Dés lors, les socialistes se doivent en priorité de mener un travail de démystification comme l'a fait Lionel JOSPIN lors de son face à face: *"La philosophie de Mr Le PEN en matière sociale et économique, c'est mort aux faibles" ! c'est "je choisis le gros, j'écrase le petit !".*
Rappelons à ceux qui sont principalement concernés dans les cités, dans les HLM, le programme de Le Pen :

*Sécurité Sociale: c'est la remise en cause, l'assurance individuelle
*Emploi: c'est la liberté patronale d'embaucher et de licencier
*Droit Sociaux: c'est la suppression de la durée maximale du travail
*Fiscalités: c'est la suppression de l'imposition directe (progressive avec les revenus) au profit des impôts indirects (les mêmes pour tous)
c'est le refus de l' I.G.F.
etc ...

Le Front National pousse à l'extrême le cynisme de l'ultra-libéralisme. A la différence d'autres courants d'extrême-droite, il s'appuie sur les revendications les plus radicales du petit patronat le plus archaïque.C'est un appel à la régression sociale systématique.

Il nous faut faire passer cette menace dans la conscience de millions de gens. Il faut, en soulignant le cynisme, dénoncer la démagogie.

Mais la lutte contre le Front National ne saurait se résumer à cela. Il s'agit aussi de traiter les phénomènes sociaux sur lesquels il a pour partie construit sa fortune politique.

REPONDRE AUX DEFIS DE LA VILLE

Coll. Fondation Jean Jaurès

L'oeuvre est de longue haleine mais c'est agir sur l'une des causes de l'émergence du Front National qui a crée l'illusion de mieux prendre en charge les préoccupations immédiates et les inquiétudes des habitants des quartiers populaires. La reconquête de ces couches sociales passe bien sûr par une démarche politique globale mais elle suppose aussi que, sur le terrain, des signes clairs concrets et évidents soient donnés indiquant que ces préoccupations sont prises en compte.

L'urbanisme

Le développement urbain depuis les années soixante a souvent été marqué par les ségrégations. La ville en miettes répartit les secteurs d'habitat, les zones d'activité, distingue les quartiers, les immeubles populaires ou de standing. Paris échappe sans doute largement à cet état de fait. Mais on y retrouve aussi les quartiers populaires à la périphérie surtout à l'est, tandis que le centre et l'ouest font étalage des richesses de la capitale.

Cet état de fait est en lui-même générateur de tensions. Paris est une vitrine immense, symbole d'abondance offerte au regard de dizaine de milliers de gens dont les ressources les condamnent souvent à être d'avantage des spectateurs que des consommateurs. C'est vrai pour les catégories marginalisées ou en voie de marginalisation: chômeurs de longue durée, jeunes à la recherche d'un premier emploi ...

L'urbanisme libéral aboutit à réserver Paris aux plus fortunés. Le Forum des Halles cristallise ce phénomène et constitue un symbole éclatant. Cette gigantesque vitrine au coeur de la ville ne peut que rassembler des bandes de jeunes souvent désoeuvrés venus fréquemment de banlieue. Des risques peuvent en découler : petite délinquance fréquente, rondes de police, sentiment d'insécurité ... C'est dire que la réhabilitation, la promotion des banlieues sont des priorités, dés lors que l'on vise à rétablir les équilibres de la capitale.

Si on ajoute les difficultés à vivre la situation d'immigré, de fils d'immigré et à subir le racisme au quotidien, on mesure les obstacles mis à l'intégration.

Réhabiliter les banlieues a un sens pour Paris. Il y a déjà longtemps que la capitale a dépassé le boulevard périphérique. Et si aucune structure administrative ou politique ne répond à cette réalité, c'est qu'une distorsion sérieuse s'opère sous nos yeux.

Le caractère protestataire, né du sentiment d'être délaissé et de souffrir une injustice, explique parfois le vote en faveur du Front National. C'est le cas dans les quartiers populaires. Mais, qui se préoccupe sérieusement des banlieues et des HLM ? Zones d'ombres, à la fois connues et oubliées, reléguées dans l'oubli, elles sont tenues comme le prix à payer à la nécessité de loger décemment les milliers de familles dans des villes ou à proximité. Beaucoup de maires socialistes ont engagé un effort d'autant plus méritoire que les effets ne sont souvent ni voyants ni spectaculaires car ils n'ont pas été mis suffisamment en exergue, y compris dans notre discours. Et si on tenait là une partie du problème? Comment un habitat social dégradé, sonore, ne favoriserait-il pas les tensions, encore plus vives quand le fauteur de troubles est immigré ? C'est le sentiment de déclassement qui va développer du même coup le besoin de repères quels qu'ils fussent - et d'autant mieux accueillis qu'ils proposent une autre hiérarchie sociale que celle du HLM et apparemment plus valorisante! Le complexe du petit blanc peut donner tous ses effets.

La réhabilitation de l'habitat social et une politique de l'urbanisme ne sont pas des affaires secondaires. C'est une priorité nationale. L'action menée de 1981 à 1986 a montré la voie: le financement massif de réhabilitation spécialement à Paris, mais aussi le traitement des "ilôts sensibles", commission sur la réhabilitation sociale des quartiers. Une dynamique est née. Elle se poursuit vaille que vaille au plan local. Mais qui ne voit qu'elle aurait besoin d'une nouvelle impulsion nationale? N'est-ce-pas aussi au quotidien, agir sur l'une des causes de la montée du Front National?

Malheureusement, la Ville de Paris n'en prend pas le chemin. Le rythme des réhabilitations est faible; il se borne à accompagner l'effort de l' Etat, sans y ajouter de programmes propres. L'Office HLM de la Ville supprime un à un tous les postes de concierge: et pourtant que de conflits mineurs arbitrés par celui qui devrait devenir un véritable juge de paix des immeubles... Des quartiers entiers sont laissés à l'abandon: il a fallu trente ans pour qu'on s'occupe de l'ilôt Châlon ... La Goutte d'Or, Belleville-Orillon, la rue R. Losserand. Autant de poches de misère,d'insalubrité qui suscitent la peur exploitée par Le Pen et les siens.

La sécurité

La stabilisation actuelle en matière d'insécurité (baisse légère mais régulière de la délinquance à Paris depuis 1984) ne peut faire oublier que le niveau global demeure élevé. C'est l'un des terrains de manoeuvre privilégiés du Front National.

Nous aurions tort de sous-estimer la gravité de la situation. Elle résulte d'une aggravation continue (+ 8,3% chaque année de 1963 à 1982) qui préoccupe légitimement l'opinion. Bien sûr il y a la réalité et l'exploitation qui en est faite. La droite et les organes de presse qui la soutiennent ont montré leurs tristes talents en ce domaine de 1981 à 1986. Il demeure que la réalité de la délinquance doit être prise avec intelligence et sans aucune faiblesse. Deux axes se détachent de la politique que nous avons conduite: prévention et modernisation de la police. Ces orientations sont toujours valides. La prévention, ça marche ! Des baisses spectaculaires de la délinquance ont été observées là où elle est mise en oeuvre. A l'inverse, dans les municipalités telles que Dreux ou Levallois qui ont choisi le tout répressif, avec police municipale, on constate que la délinquance augmente rapidement.

On sait qu'à Paris, aucune politique globale de prévention n'est conduite. Les associations qui emploient des éducateurs en milieu ouvert ont vu leurs subventions stagner: certaines d'entre elles ont dû renoncer. Quant

aux orientations proposées par le rapport Bonnemaison, elles n'ont guère reçu d'application dans la capitale . La prévention dans le métro - qui avait été engagée - s'enlise. Les agents qui étaient revenus sur les quais les ont à nouveau quitté. La droite parisienne paraît plus prompte à exploiter la délinquance qu'à vouloir la traiter.

Le second axe d'une politique d'amélioration de la sécurité concerne la modernisation de la police. Sans risques de surenchère sécuritaire et policière, nous devons affirmer avec force la nécessité d'une police équipée, modernisée, efficace, mieux implantée. Ce n'est pas en faisant preuve d'angélisme que nous ferons face aux discours du Front National. Et rien n'est pire, pour des angoissés que de voir fléchir les derniers repères. Face à l'insécurité, la police est de ceux-là. *Nous la voulons républicaine*. C'est-à-dire qu'elle ne sera jamais au dessus de la justice et qu'aucune bavure ne sera couverte. Elle ne sera jamais au-dessus des lois; le racisme et la xénophobie doivent y être plus qu'ailleurs bannis. Nous la voulons au service des citoyens, et non pour les accabler de brimades.

Mais nous la voulons aussi modernisée. C'est l'objet du plan de modernisation de la police de 1985. A Paris un grand travail est nécessaire: commissariats et postes de police vieillots, ilôtage à peine embryonnaire, informatisation non réalisée... L'ilôtage est une mesure propre à rapprocher la police et la population, à rendre familière la présence d'agents affectés à un quartier précis. On mesure les effets positifs sur des gens inquiets.

Notre bilan gouvernemental nous permet d'être à l'offensive sur ce point et d'expliquer simplement ce que nous avons fait et surtout ce que nous voulons faire pour une police moderne et républicaine.

La santé

Le Pen utilise les questions de santé publique dans deux domaines au moins, la toxicomanie et le SIDA. Dans les deux cas, il s'agit de dénoncer les effets d'un pré-

tendu laxisme puis le "lâche abandon" des pouvoirs publics, d'attiser la peur, pour enfin en appeler aux solutions radicales du Front National.

Tout cela repose sur le mensonge et le refus du discours scientifique. L'idée selon laquelle le toxicomane est un simple délinquant qu'il suffit de sevrer par force est fausse. Les pays qui ont expérimenté ce genre de méthode ont enregistré des fiascos: multirécidives, échec de sevrages.Il n'y a jamais de réussite sans une élémentaire participation volontaire du drogué au traitement, lequel est long, difficile et l'issue incertaine. Ces réalités, fondées sur l'expérience, sont absentes du discours de Le Pen comme l'est aussi l'information et la prévention qui demeurent pourtant des moyens efficaces de lutte. Il faut prévenir avant de soigner ou punir.

Fort heureusement, la communauté médicale a réagi avec force à la propagation de fausses nouvelles à propos du SIDA dont s'était rendu coupable Le Pen, discours dont le seul but était de créer la panique, de dénoncer l'incurie des pouvoirs publics et d'en appeler à l'exclusion des "sidaïques", nouveaux pestiférés.

Cette affaire a probablement tournée à la déconvenue de Le Pen. L'information rationnelle peut faire obstacle à de telles campagnes d'affolement. A condition de tenir Le Pen pour ce qu'il est : un bâteleur d'estrade.

Sinon, imagine-t-on dans les médias, le temps de parole équitablement réparti - impartialité oblige - entre ces propos sur les "sidaïques" et les démentis des plus éminents spécialistes ? Faut-il donner des armes égales au mensonge et à la vérité ? A nous de montrer au contraire les qualités d'un système de soins où tout malade atteint du SIDA peut avoir accès, quels que soient ses moyens, à des hôpitaux bénéficiant d'une recherche médicale au plus haut niveau mondial et d'organiser les campagnes d'information et de prévention qui s'imposent. Il s'agit de soigner et non pas de bannir. Ni châtiment divin, ni peste des temps modernes, le SIDA est une maladie mortelle, contagieuse dans des conditions précises que la recherche et la mé-

decine s'emploient à vaincre. Il faut s'en tenir à ce principe simple.

AVEC LES SOCIALISTES, "DE TOUTES LES FORCES DE LA FRANCE"

Refuser la banalisation, assainir le terreau sur lequel a proliféré l'extrême-droite sont deux perspectives nécessaires. Mais pour ramener à nous les couches populaires attirés par le Front National, il est indispensable de proposer une politique globale, entraînante, se projetant dans l'avenir.

Mener le combat politique

Les thèmes, les discours du Front National devront être combattu au-delà même du politique, en raison des tensions et des problèmes qu'ils créeront dans la société toute entière. Pour autant, *contrecarrer son développement politique est primordial pour limiter l'audience de ses idées.*

Il ne s'agit pas pour nous d'interdire le Front National ou son expression parlementaire, ce n'est ni dans nos méthodes, ni de bonne politique: *on ne fait pas baisser la fièvre en cassant le thermomètre.* Il s'agit de limiter son influence et sa capacité d'action en refusant sa banalisation.

Mettre le Front National au ban de la démocratie et de la République, cela signifie en termes de stratégie politique, créer les conditions de son isolement. Encore faut-il ici préciser certains points.

Le Front National, nous l'avons déjà dit, n'est pas en situation de prendre le pouvoir: il ne peut que peser sur un gouvernement de droite y compris en y participant et peser sur l'évolution des idées dans la société. Le fascisme n'ést pas à l'ordre du jour. Il ne convient donc pas de s'allier avec n'importe qui, au simple motif de défendre la démocratie et la république. Qui plus est, la véritable frontière de ses idées et la démocratie dépasse les limites du F.N.. Beaucoup à droite ne s'y rallient pas ouvertement par simple tactique. Si nous ne devons

pas faire l'amalgame entre droite et extrême-droite, nous ne pouvons pas être naïfs, comme nous ne sommes pas insensibles aux propositions courageuses que certains à droite ont prises sur ce sujet.

Notre combat contre le Front National se tourne tout autant contre ceux qui s'apprêtent à composer honteusement avec lui ou qui feignent de l'ignorer. Le rôle du P.S. est dès lors fondamental: notre combat contre le Front National ne doit pas nous amener à mettre notre drapeau dans notre poche, sans pour autant prétendre à détenir le monopole des valeurs démocratiques et républicaines.

Par de trop nombreux aspects, Le Pen n'a pas tort lorsqu'il suggère qu'il n'y a pas d'autre choix qu'entre ses idées et les nôtres. La droite, par opportunisme sur certains sujets (code de la nationalité, politique sécuritaire, anti-étatisme, anti-socialisme radical), par abandon de ses références pour d'autres (gaullisme, christianisme social) semble bien dépourvue de projet original. La prochaine élection présidentielle en sera un puissant révélateur.

Jamais complaisant à l'égard du Front National, l'intensité de notre action est la garantie que nous resterons ferme sur nos principes et que nous pourrons rassembler autour d'eux une majorité de Français. *Il faut donc que les socialistes soient au premier rang de ce combat et qu'au delà ils rassemblent et proposent.* L'un des slogans de la dernière campagne présidentielle peut résumer notre démarche: "de toutes les forces de la France".

Parce que c'est bien de la France dont il s'agit, de son destin. Et nous aurions tort de laisser la France à Le Pen et de le laisser s'approprier une certaine conception patriotique que nous ne confondons ni avec le chauvinisme et ni encore moins avec le nationalisme.

Etre porteurs d'avenir

Le désarroi et la morosité d'une partie de l'opinion sont réels. Ils naissent du sentiment d'une double impuis-

sance de la droite et de la gauche à faire face à la crise, qui peut donner prise à un discours radical.

Face à ceux qui se nourrissent d'une sorte de vertige du déclin, montrons qu'il y a un autre chemin. Pour l'emploi, le redressement industriel, la formation, la recherche, la solidarité sociale, il faut tenir le langage de l'avenir. Les socialistes ont une ambition pour la France et l'Europe est à construire.

Ce goût de l'avenir doit être en permanence le moyen de trouver, par le haut, l'issue aux faux dilemmes, aux faux débats imposés par le Front National.

Code de la nationalité, population ... cela ne vaut que par rapport à ce qu'on veut pour le pays: voulons-nous un recroquevillement frileux, une fermeture au monde ? Ou voulons nous au contraire faire fructifier toutes nos chances dans une confrontation permanente?

Mobiliser les énergies

Notre perspective doit être mobilisatrice et attrayante. Il s'agit que chacun puisse s'inscrire dans une démarche d'ensemble où il puisse jouer un rôle . La France n'a pas d'avenir dans un repli; la ségrégation et l'autoritarisme sont non seulement sclérosants, et l'injustice, révoltante. Vouloir une France dynamique et plus juste dans une Europe forte, voilà notre objectif.

A partir de là, les priorités se comprennent plus aisément. Ainsi la formation: l'enjeu est de tirer le meilleur de tous ceux qui vivent dans ce pays : jeunes, français, immigrés, deuxième génération ... d'abord par respect de la promotion personnelle, selon la formule de Saint-Simon *" Que chacun puisse aller jusqu'au bout de ses capacités "*. Mais aussi parce que c'est la condition du redressement du pays, de sa modernisation, du contrôle des technologies qui façonnent l'emploi. Dés lors, 80% d'une génération au niveau du bac, deux millions d'étudiants sont des objectifs compréhensibles et plus mobilisateurs que l'obsession de la ségrégation ou de l'exclusion. Nous ne pouvons nous priver d'aucun atout, d'aucune chance. Dans la compétition écono-

mique et technologique mondiale, l'heure n'est pas à distinguer si ceux qui vivent sur notre sol ont une origine marocaine ou auvergnate; elle est à la formation maximale de chacun. Il n'y a qu'une seule voie possible : l'intégration.

Mais il est nécessaire de hâter le mouvement et de savoir où l'on va. L'immense majorité des immigrés restera en France et leurs enfants, appartiennent de plein droit au pays dont ils ont acquis la langue, la culture, les usages. Il vaut mieux le dire. Aux jeunes issus de l'immigration bien sûr, leur propre histoire se confondra avec celle de notre pays. Mais aussi à l'opinion : la question n'est pas de savoir si les immigrés et leurs enfants resteront. Elle est de réussir une intégration accélérée. cela suppose des moyens: école, formation, logement, action sociale ... Cela suppose aussi qu'au plus vite surgisse une génération de responsables issus de l'immigration, aussi bien dans le cinéma, la télévision, la littérature que dans la vie politique. Au sein du P.S. il faut presser le pas. C'est un facteur clé d'identification et d'intégration. Cette émergence fera beaucoup plus que de longs discours pour expliciter ce qu'est l'intégration.

Vivifier la démocratie

Contrairement aux tenants de l'autoritarisme, nous pensons que notre pays a besoin de plus de démocratie. Face à la crise, aux mutations, aux difficultés que connaît notre pays, nous devons élever le niveau de responsabilité de chacun.
L'obscurantisme, le mensonge, la démagogie nous détournent des efforts à accomplir. Parce que les choix que nous avons à faire pour notre pays sont complexes et nécessitent l'effort, il faut qu'ils soient pris dans la clarté avec l'information de tous. Parce que la société, face aux mutations, réagit de façon différente selon les groupes et les individus, il faut savoir accepter les interpellations : c'est la fonction de la démocratie.

Dans une société surinformée est-il normal que certains ressentent avec désespoir l'impossibilité de se faire entendre ou de communiquer.

De même, en matière de démocratie sociale : la France doit-elle avoir comme perspective pour ses entreprises, le fonctionnement de caserne que vante Le Pen ? Dans la bataille économique que nous avons à mener, là encore la démocratie est une nécessité : formation, qualité des produits, gains de productivité, recherche, demandent la participation de tous.

Vivifier la démocratie dans tous ses aspects est donc au coeur de notre lutte contre le Front National, à la fois parce que cette exigence s'impose au niveau des valeurs, parce qu'elle mobilise et rassemble, mais aussi par l'action même que nous menons :

En affirmant nos choix et nos valeurs qui diffèrent de celles de la droite, nous ne laissons pas à Le Pen l'apparence de la seule alternative.
N'hésitons donc pas à être nous-mêmes, confiants, rassembleurs et mobilisés.

UN PARTI MILITANT

Le Parti Socialiste est notre premier média! Pour lutter contre le Front National, le P.S., principale force de gauche et premier parti de France, est un instrument exceptionnel. Notre tâche est de le faire bien fonctionner. Son souci de débattre et de proposer doit être préservé, sa capacité à rester en permanence au contact des réalités changeantes et complexes de notre société doit être encore développée. Mais il doit être aussi capable de s'opposer à l'extrême-droite sur le terrain. Dans les HLM, les quartiers populaires, sur les marchés, une présence militante forte est nécessaire. Elle suppose, pour être efficace, d'être durable et de refléter le réel rapport des forces. Une présence socialiste sans complexe doit se manifester par un parti qui s'affiche, qui s'affirme. Le militantisme à un sens... et beaucoup d'avenir. Ces manifestations de militantisme comptent autant pour elles-mêmes par affirmation de notre existence et de notre volonté de gagner que par le matériel diffusé.

Nous devons montrer à l'extérieur le dynamisme et la confiance en soi. Comment prétendre rallier à nous les hésitants, les gens désarçonnés ou angoissés, si notre démarche est hésitante, notre discours confus, notre présence timide ? Nous ne pourrons regagner l'audience de ces gens, les agréger à nous que par un mouvement capable de les attirer, comme par gravitation. Confiance en soi et confiance en l'avenir sont deux attitudes indispensables pour réussir et pour entraîner ceux qui sont aujourd'hui affectés par le désarroi, la perte des repères et des valeurs traditionnelles. Les arracher à cette torpeur, à ce repli, ce retour en arrière, qui font le succès du Front National, suppose que nous-mêmes soyons en mesure de proposer des perspectives suffisamment novatrices et suffisamment fortes pour gagner dans un rapport de conviction.

Au milieu de la crise et des incertitudes, soyons le point ferme, le lieu vivant de la démocratie et de l'action sur lequel on peut s'appuyer. C'est ce que le pays attend du Parti Socialiste et il nous appartient d'être à la hauteur de cette exigence.

Refuser la banalisation, traiter les maux qu'exploite l'extrême-droite, proposer un avenir pour toutes les forces de la France, peuvent constituer trois axes majeurs d'une riposte au Front National. Ils s'articulent avec d'autres formes d'intervention, à commencer par la dénonciation concrète de son programme, de ses votes à l'Assemblée ou au Conseil Régional, de sa politique très réactionnaire en tous domaines.

ANNEXES

Coll. Fondation Jean-Jaurès

Coll. Fondation Jean-Jaurès

DEBAT ENTRE LIONEL JOSPIN ET JEAN-MARIE LE PEN A R.T.L. LE 22 JUIN 1987

LE BILAN DU SOCIALISME ET DU LIBERALISME DE M. LE PEN

M. JOSPIN - En ce qui concerne ces questions, on est au coeur de la vie des Français, à la fois de l'avenir du pays, mais aussi de leur vie quotidienne. Et je crois que c'est là qu'il faut révéler l'attitude du Front National et de son leader. Car elle est à cent lieues, sur des problèmes trés concrets qui concernent les Français, de ce populisme dont, parfois, certains l'affublent.

Je crois que les deux idées essentielles qui guident la pensée de **M. Le Pen** et de ses amis dans ce domaine, **c'est**, d'une part, qu'il est **pour** le libéralisme, **un libéralisme pur et dur**. Ce n'est pas la tradition dont il vient d'ailleurs. Parce que la tradition de l'extrême-droite, elle n'est pas pour le libéralisme, elle est pour le corporatisme, elle est pour l'Etat fort, mais, lui, il a "tourné" au cours de sa vie. Et maintenant, il est pour le libéralisme. Moi, sur ce point, ce qui me préoccupe, c'est que, au moment où l'on voit échouer sous nos yeux, le" libéralisme mou", je dirai,

de M.Balladur, **je crains que que le libéralisme dur de M.Le Pen - s'il devait être appliqué ou s'il devait influencer la droite classique - ne soit mortel pour notre pays.** La tradition de notre pays est une tradition d'action libre des acteurs économiques, notamment de tout le secteur privé, de l'action d'un secteur public qui existe en France depuis trés longtemps - même avant les nationalisations des socialistes ou de De Gaulle.- et d'une intervention de l' Etat. Parce que nous avons toujours eu un capitalisme faible.

La deuxième idée qu'il faut mettre en lumière - c'est pourquoi, tout à l'heure, ce n'était pas une mise en cause personnelle - **c'est que la pensée sociale de M. Le Pen est la pensée d'un gros.** Il prétend défendre les petits contre les gros. Mais c'est toujours vers les gros et vers les puissants que vont ses douceurs et ses gentillesses, ce qui n'est d'ailleurs pas tellement dans son tempérament.

M. Le Pen dit: " Plus de salaire minimum !" Cela veut dire que l'on pourra payer aux travailleurs les salaires les plus bas possible, qu'on pourra les exploiter férocement.

Il dit : "Liberté des loyers" !. Mais je constate que les loyers flambent actuellement. Et M. Le Pen en rajoute sur la nécessité de libérer les loyers, c'est-à-dire de mettre les milieux populaires dans une situation encore plus difficile que maintenant.

Il dit: "Fin des subventions ! Au nom du libéralisme, plus de subventions! Et particulièrement, pas de subventions aux agriculteurs !". Donc les petits agriculteurs qui vivent en difficulté, ils pourront crever avec la politique de M. Le Pen!

Sécurité Sociale : c'est sa remise en cause. Ce ne sont pas simplement des mesures comme vient d'en prendre le Gouvernement, qui fait une ponction sur le monde du travail. Non! C'est la philosophie du recours à l'assurance individuelle. Ceux qui pourront payer pourront avoir l'assurance individuelle. Et les autres ? Ils auront l'assistance, ou la charité.

C'est - entendez bien ! - la liberté patronale d'embaucher et de licenciement . Le patron est libre, sans aucune règle, d'embaucher, mais surtout de licencier. Parce qu'il faut bien constater que, actuellement, les entreprises licencient plus qu'elles embauchent .

M. Le Pen et son programme ne fixent plus de durée maximum pour la durée du travail. Donc, on pourra, là encore, faire travailler les hommes et les femmes autant que ce sera nécessaire à l'entreprise.

M. Le Pen, enfin, est pour la suppression de l'impôt sur le revenu, qui est une conquête de la justice et de la démocratie parce que c'est un impôt progressif et qui permet à ceux qui gagnent le plus de payer plus, alors que si l'on doit fonder les recettes fiscales sur les impôts indirects, tout le monde paiera de la même manière.

Ce que je veux dire, c'est que **la philosophie de M. Le Pen en matière sociale et économique, c'est : "Mort aux faibles !" C'est : "Je choisis le gros et l'écrase le petit !"**. Ceux qui m'écoutent, et qui peuvent être , comme s'en vantait tout à l'heure M. Le Pen, influencés par la politique sommaire sur l'immigration ou autre, qu'ils écoutent bien ce que je dis ! Car la politique de M. Le Pen, c'est de les écraser. Alors sortons des phantasmes.

M. LE PEN - Alors, sortons des phantasmes de M. Jospin pour entrer dans la réalité. En particulier dans la réalité du bilan socialiste de 1981 à 1986.

M. JOSPIN - Vous pouvez répondre aux questions que je posais ?

M. LE PEN - Attendez !

M.JOSPIN - Cela vous arrive de répondre à une question précise?

M. LE PEN - Attendez une petite seconde!. C'est mon tour de parole. Monsieur le Professeur, laissez-moi parler !

Vous avez toujours cette manière de considérer tout le monde comme vos élèves.

M. JOSPIN - Non, je vous aurais mis à la porte de la classe !

M. LE PEN - Cela ne m'étonne pas ! Vous êtes autoritaire .

M. JOSPIN - Non, mais je suis pour un minimum d'ordre et de discipline dans ma classe.

M. LE PEN - Vous avez une lecture "jospinesque" du programme du Front National. Et c'est bien explicable. Mais, moi, je vais vous lire le bilan socialiste tel qu'il a été réalisé de 1981 à 1986. Et j'invite les auditeurs, en particulier, les retraités, les chômeurs, à m'écouter ainsi que les jeunes chômeurs. Un million de chômeurs de plus sous le gouvernement socialiste!

M. JOSPIN - C'est inexact !

M. LE PEN - Deux cent mille emplois industriels supprimés chaque année !

M. JOSPIN - Pas en 1986 !

M. LE PEN - Laissez-moi parler !

Effondrement de nombre de logements construits : 250 000 par an. Et le retour à la crise du logement !

Une dette dont les intérêts coûtent chaque année 90 milliards au budget de l'Etat, c'est-à-dire prés de la moitié de l'impôt sur le revenu et la quasi-totalité de l'impôt sur les produits pétroliers.

Le déplafonnement des cotisations d'assurance-maladie, leur majoration sur la totalité du salaire, le doublement des taxes automobiles - le plan Questiaux - l'augmentation des cotisations des pré-retraités, la contribution de 1 % sur le revenu, l'augmentation de la cotisation vieillesse. Cela, c'est le plan Bérégovoy. La création du forfait hospitalier, la réduction progressive du remboursement des médicaments !

Cela prouve quoi ? Cela prouve qu'il y a loin des programmes socialistes à la réalisation et que partout où le socialisme s'est installé dans le monde, partout il a produit l'appauvrissement.

M.JOSPIN - Où cela ? En Suède ? Au Danemark? En Israël ?

M. LE PEN - Dans le pire des cas, c'est le socialisme communiste comme il existe derrière le Rideau de fer , en U.R.S.S., en Chine, à Cuba. Et dans le meilleur des cas, c'est le socialisme suédois qui, on le sait, a atteint un niveau de prélèvement écrasant.

Car c'est bien de cela qu'il s'agit . **Le Front National, en effet, est une alternative au socialisme. Le socialisme promet de faire de grandes parts dans les petits gâteaux. Nous disons nous que pour avoir une politique, il faut avoir une politique économique performante, c'est à dire qu'il faut produire. Et le système socialiste actuellement, ne produit pas plus de pommes que le gui sur le pommier.** Car le socialisme ne marche que sur le capitalisme

M. JOSPIN - Vous ne connaissez pas la compétitivité des entreprises suédoises, apparement !

M. LE PEN - Je connais celle des entreprises françaises, en particulier des entreprises publiques, dont vous avez été les défenseurs. Rappelez-vous, Monsieur Jospin: il y a deux ans, nous avons versé quatorze milliards lourds dans les caisses déficitaires de Renault, pour ne citer que ce fleuron des entreprises nationalisées, dont les socialistes sont les défenseurs habituels.

Vous avez sans cesse accru le nombre des fonctionnaires dans notre pays. Nous avons plus de six millions de fonctionnaires ou personnels à statut. C'est-à dire qu'ils sont plus nombreux qu'aux Etats-Unis !

On comprend, dans ces conditions, que, avec la charge sociale de l'immigration ...

M. JOSPIN - Je vous ai dit tout à l'heure que c'était équilibré !

M. LE PEN - Vous l'avez dit, mais vous ne l'avez pas démontré !

... avec la charge de la fonction publique et la charge des personnels à statuts, avec les réglementations étouffantes, avec les protections sociales qui aboutissent à asphyxier le pays, vous avez organisé le chômage et l'appauvrissement. Et vous êtes directement responsables de l'agonie de l'économie française.

M. JOSPIN - L'agonie ! La décadence ! La mort ! Je vous dis que votre discours est mortifère !

M. LE PEN - Vous citez un certain nombre de réalisations performantes, trés peu nombreuses - on pourrait les compter sur les doigts de la main - . Moi, je parcours toute la France, dans le cadre de ma campagne électorale présidentielle. Et je vois ce qui se passe en Alsace, en Franche-Comté, dans le Nord, en Normandie, ce qui se passe dans le Sud-Est et dans le Sud-Ouest. Et, en effet, **je dis que cela va mal et qu'il faut changer de politique. Il faut changer, bien sûr de la voie socialiste - celle que vous représentez, qui est le socialisme, en quelque sorte, militant et combattant. Mais aussi celles des socialismes déguisés, qui ont été les politiques menées depuis vingt-cinq ans dans ce pays.**

M. JOSPIN - La difficulté avec M. Le Pen, c'est que tout le monde est socialiste . Cela doit d'ailleurs l'effrayer. Parce que les communistes sont socialistes ...

M.LE PEN - Cela ne s'appelle pas des "pays socialistes"

M. JOSPIN - Par un terme qui me paraît singuliérement mal choisi !

M. LE PEN - Mais que vous n'avez pas condamné puisque ce sont vos alliés.

M. JOSPIN -Nous n'avons pas condamné les pays communistes? Nous n'avons pas condamné l'intervention en Tchécoslovaquie ? Nous n'avons pas condamné les systèmes totalitaires ?

Nous condamnons les systèmes totalitaires, où qu'ils soient. Mais, nous, contrairement à vous, monsieur Le Pen, nous condamnons aussi l' Afrique du Sud, nous condamnons aussi Pinochet - que vous, par contre, trouvez fort accomodant.

M. LE PEN - Je balaie devant ma porte, moi, monsieur Jospin ! Je ne balaie pas devant la porte des autres .

M. JOSPIN - Votre porte est large ! Et cette porte, cela ne vous fait rien si elle reste fermée sur les cris des gens qui emprisonnés ou torturés. Là, cela ne vous gêne pas ! Vous n'avez pas envie d'y passer la tête !

Pour M. Le Pen ,tout le monde est socialiste. Les communistes sont socialistes,mais aussi le R.P.R. et l'U.D.F. ! C'est une pensée d'un primitivisme qui m'inquiète.

Moi, je vous dis que les socialistes, c'est nous ! Il faut vous y faire . Oubliez les communistes ! Oubliez le R.P.R. et l' U.D.F.! Et parlez des socialistes sans caricaturer leur pensée !

En ce qui concerne les entreprises publiques, heureusement que nous avons, par notre action, fait qu'elles ont investi, qu'elles ont lancé des programmes de recherche ! Parce que, sinon, nous aurions des difficultés ! Depuis un an, c'est le libéralisme tel que vous l'aimez, peut-être un peu mou encore pour nous, qui est au pouvoir.

Et le chômage, qui s'était arrêté avec nous. Il s'est accru de 200 000 personnes depuis six mois !

Et la production économique ! Tous le six mois, on est obligé de réviser en baisse ses objectifs !

Et les licenciements se multiplient ! Dans un pays comme le nôtre, monsieur Le Pen, il faut absolument qu'il y ait une action commune entre le secteur publique et la myriade des entreprises privées. Il faut que l'un et l'autre s'épaulent. Ce n'est pas en tout cas avec les mesures que j'évoquais tout à l'heure que vous améliorerez les conditions de vie des gens, des petites gens, qui souffriraient au contraire de l'éventail des mesures que propose le Front National.

C'est de cela qu'on parle, puisque vous êtes effectivement candidat.

Coll. Fondation Jean-Jaurès



MONSIEUR LE PEN ET LE GENOCIDE JUIF

Grand Jury RTL-Le Monde, 13 septembre 1987.

Olivier MAZEROLLE - Beaucoup de gens considèrent que vous êtes raciste: vous avez d'ailleurs fait de nombreux procés que vous avez gagnés sur ce thème. Condamnez-vous les thèses de MM. Faurisson et Roques selon lesquelles les chambres à gaz n'auraient pas existé dans les camps de concentration? Je vous pose la question parce que, lors de la manifestation pour la fête de Jeanne d'Arc organisée par le Front National en mai dernier, il y avait dans le cortège des jeunes gens au crâne rasé - je ne dis pas qu'ils aient été convoqués par vous - qui distribuaient des tracts sur lesquels était écrit que les chambres à gaz n'avaient pas existé.

M. LE PEN - D'abord, Jeanne d'Arc n'appartient à personne, mais à tous les Français. Je ne suis pas le responsable de l'organisation de la fête de Jeanne d'Arc. J'y

convoque les gens du Front National. Je suis d'ailleurs étonné de voir que certaines émissions de télévision, par exemple, Sept sur Sept, n'ont pas hésité à découper le défilé du Front National pour y insérer le défilé d'une autre formation passée une heure et demie aprés, ce qui est une escroquerie morale. Cela participe de la même désinformation. Moi, je ne suis pas responsable des gens qui se promènent dans la rue ni de l'opinion qu'a telle ou telle personne sur tel ou tel sujet.

Olivier MAZEROLLE - Sur le fond, que pensez-vous des thèses de MM. Faurisson et Rocque ?

M. LE PEN - Je ne connais pas les thèses de M. Faurisson ne de M. Rocque. Mais quelles que soient ces thèses, et quelles que soient celles développées intellectuellement, je suis un partisan de la liberté de l'esprit. Je pense que la vérité a une force extraordinaire qui ne craint pas les mensonges ou les insinuations. Par conséquent je suis hostile à toutes les formes d'interdiction ou de de réglementation de la pensée. Nous avons un code pénal qui s'applique si les gens violent la loi.
Tout ce que nous savons sur l'histoire des guerres nous apprend qu'un certain nombre de faits ont été controversés et discutés. Il a fallu 50 ou 60 ans pour savoir ce qu'il en était arrivé exactement du Lusitania. Je suis passionné par l'histoire de la deuxième guerre mondiale. Je me pose un certain nombre de questions. **Je ne dis pas pas que les chambres à gaz n'ont pas existé. Je n'ai pas pu moi-même en voir. Je n'ai pas étudié spécialement la question. Mais je crois que c'est un point de détail de l'histoire de la deuxième guerre mondiale.**

Paul-Jacques TRUFFAUT - Six millions de morts, c'est un point de détail ?

M. LE PEN - Six millions de morts? Comment ?

Paul-Jacques TRUFFAUT - Six millions de Juifs morts pendant la seconde guerre mondiale, vous considérez que c'est un point de détail?

M. LE PEN - La question qui a été posée est de savoir comment ces gens ont été tués ou non.

Paul-Jacques TRUFFAUT - Ce n'est pas un point de détail !

M. LE PEN -Si. C'est un point de détail de la guerre. **Voulez-vous me dire que c'est une vérité à laquelle tout le monde doit croire, que c'est une obligation morale ? Je dis qu'il y a des historiens qui débattent de ces questions.**

Paul-Jacques TRUFFAUT - Une immense majorité d'historiens et quelques autres l'ont dit et prouvé.

Olivier MAZEROLLE - Vous même, Monsieur Le Pen, considérez-vous qu'il y a eu un génocide juif par les chambres à gaz?

M. LE PEN - Il y a eu beaucoup de morts, des centaines de milliers, peut-être des millions de morts juifs et aussi de gens qui n'étaient pas juifs.

Je suis étonné de devoir, à chaque émission de télévision et de radio répondre à des questions qui prennent une forme inquisitoriale ...

Olivier MAZEROLLE - Pas du tout !

M. LE PEN - ... et qui sont toujours les mêmes: est-ce que vous croyez à ceci ? Etes-vous d'accord avec M. untel quand il dit cela ? Moi, je suis Jean-Marie LE PEN, j'écris et je parle. C'est sur les opinions que j'exprime que je dois être jugé. Est-ce que je crois ceci? Est-ce que je crois cela ? Est-ce que je crois en Dieu ? Est-ce que je n'y crois pas ? Est-ce que je crois à la Vierge Marie ? Est-ce que je crois au péchè? Je n'ai pas à répondre à ce genre de questions.

Olivier MAZEROLLE - C'est la raison pour laquelle je vous ai demandé votre opinion .

Coll. Fondation Jean-Jaurès

ILS ONT DIT ILS ONT ECRIT ...

SUR PIERRE MENDES-FRANCE

"Que voulez-vous que pense l'armée de ce coin qu'insinuent sans arrêt entre elle et la nation certains qui commandent peut-être de puissantes sources d'informations, de puissantes forces financières mais qui ne représentent pas, en tout cas, de véritables forces populaires ?

Vous savez bien M. Mendès France, quel est votre réel pouvoir sur le pays. Vous n'ignorez pas que vous cristallisez sur votre personnage un certain nombre de répulsions patriotiques et presques physiques."
(Jean Marie Le Pen, 2ème séance, Assemblée Nationale, 11 février 1958)

L'OAS

Je rends hommage à "ces soldats de la fidélité qui ont nom Bastien Thiry ou Roger Degueldre". (21 novembre 1978)

Bastien Thiry - Auteur de l'attentat contre le Général de Gaulle, condamné à mort, éxécuté.
Roger Degueldre - Chef des commandos (delta) des tueurs de l'OAS.

SUR LE NAZISME ...

"La montée vers le pouvoir d'Adolf Hitler et du parti national socialiste fut caractérisée par un puissant mouvement de masse somme toute populaire et démocratique". (Présentation du disque "Chants de la Révolution Allemande", éditions SERP)

Le directeur de la SERP, J.M. Le Pen, sera condamné à 2 mois de prison avec sursis et à 10 000F d'amende pour apologie de crimes de guerre, le 18 décembre 1968.

"Le communisme a asservi et continue d'asservir les peuples. Le nazisme et à un degré moindre le fascisme ont donné à la quasi-totalité de leurs jeunesse des raisons d'exister. (Serge Dalens, National Hebdo n°1 11 mai 1984)

SUR LE CHILI ...
"Si, comme au Chili, (la gauche) apporte au pays la misère, la famine, la menace de terreur, alors (en France) les forces armées auraient non seulement le droit mais le devoir de rétablir un ordre salvateur ..." (Conférence de Le Pen, Le Monde 28 septembre 1973)

SUR LE FRANQUISME ...
"Le Général Franco était l'un des chefs d'Etat les plus remarquables du monde. Après avoir arraché son pays à l'anarchie et au communisme, il a su le tenir à l'écart du deuxième conflit mondial et, grâce à lui, l'Espagne s'est arrachée au joug écrasant de la misère..." (Le Pen, 21 novembre 1975)

SUR L'IMMIGRATION ...
"Immigrés d'au-delà la méditerranée, retournez à vos gourbis..." (J.P. Stirbois, Assises du Front National à Nice les 30 et 31 octobre 82)

"Il faut investir le courant de l'immigration étrangère, responsable de la délinquance, de l'insécurité, du chômage..." (Jean Pierre Stirbois à Lyon, le 14 janvier 1984)

"Je crois qu'ils sont l'avant-garde des barbares à l'assaut de l'occident". (Jean Marie Le Pen, Le Monde 17.12.80)

"L'association des femmes maghrébines en rut, enfin en action, c'est la même chose". (J.M. Le Pen, à Lyon, 8 juin 1984)

"Dans ce monde où il existe des races différentes, des ethnies différentes, des cultures différentes, je prends acte de

cette diversité et de cette variété (...). Je ne veux pas dire que les Bantous ont les mêmes aptitudes ethnologiques que les Californiens (...). Les citoyens sont égaux en droits, pas les hommes. Et d'un autre côté, s'il est exact que les hommes ont droit au même respect, il est évident qu'il existe des hiérarchies, des préférences, des affinités qui vont de soi". (J.M. Le Pen, Le Monde 29.10.84)

"Je ne permettrai, de quelque façon que ce soit que la France soit ruinée. Nous sommes prêts à recourir aux armes, à la guerre s'il le faut, afin d'empêcher cette éventualité (...) Permettriez-vous que le plombier que vous avez appelé pour réparer votre robinet se couche dans votre lit ? Les misérables, curieux de voir comment la poule aux oeufs d'or pond, sont venus en hordes pour investir l'Occident, mais vous ne vous rendez pas compte que cette poule peut se casser, et alors il n'y aura plus d'oeufs d'or." (Quotidien turc Gunes du 12 nov. 1984. Déclaration de J.M. Le Pen)

ILS NE VEULENT PAS GOUVERNER AVEC LE FRONT NATIONAL MAIS DEJA ILS PARLENT COMME LUI

" M. Le Pen n'est pas un adversaire, c'est un concurrent dangereux et difficile, mon adversaire c'est la gauche".
Jean-Claude GAUDIN

"Le seul danger pour la France provient du socialisme, cet autre visage de la décadence; il ne saurait venir d'un prétendu "fascisme", commode épouvantail agité par les marxistes pour rameuter leurs troupes et tenter de culpabiliser l'opposition. Historiquement, le fascisme est un rejeton du socialisme. L'opposition ne saurait donc, sans s'affaiblir ni se divider, rejeter aujourd'hui le courant formé par les exaspérés du socialisme. L'opposition ne peut donc avoir qu'une seule stratégie: l'Union au nom de la liberté et de l'intérêt national, de toutes ses composantes contre le socialisme, adversaire prioritaire".
Pierre-Marie GUASTAVINO Membre du comité central du RPR. Délégué auprès du Maire de Paris chargé de la Culture

"On ne peut pas condamner en bloc tous les représentants du Front National. Un homme comme Jean Roussel, qui vient d'être élu à Marseille, est un ancien U.D.F., qui n'a rien avoir avec Stirbois".
Michel PONIATOWSKI

"S'il m'avait fallu, pour l'emporter, faire alliance dans un secteur avec le front National je n'aurais pas hésité à le faire".
Jean-Claude GAUDIN, Magazine Hebdo, 24 août 1984.

"Lorsque l'on arrive à Marseille par la porte d'Aix, on a l'impression d'arriver à la casbah: les Français ne se sentent plus chez eux".
Jean-Claude GAUDIN, Président du groupe parlementaire UDF 22 octobre 1985

"Nul aujourd'hui ne peut plus en douter: l'immigration massive que nous avons connu a été une erreur économique et humaine".
"Oui il y a surdélinquance étrangère... cette surdélinquance étrangère est principalement dûe aux maghrébins".
"Pour les crimes et les délits les plus graves, ceux qui portent atteintes non seulement aux biens mais aussi aux personnes, le taux de criminalité étrangère est trois fois supérieur à celui des français".
Alain GRIOTTERAY Maire U.D.F.- (Les immigrés. Le Choc)

L'automacité de la nationalité française doit être supprimée.
Didier BARIANI, 5 juin 1985.

UN TEXTE SIGNIFICATIF

Voilà ce qu'écrivait en décembre 1979, dans "Présent", le député européen Romain Marie.
"Incontestablement, il y a eu, il y a et il y aura, tant que le monde sera monde, un problème juif. Les juifs sont au centre de l'histoire; il n'est pas original de constater cette évidence. Aucun peuple si petit numériquement, quelques millions d'individus à peine, ne joue le dixième ou le cen-

tième du rôle que joue le peuple juif dans le monde. D'une certaine manière, on pourrait même dire que, après plusieurs siècles d'absence, le monde moderne est caractérisé par une nouvelle intrusion du phénomène juif. Les juifs sont au centre de nos débats contemporains: Marx et Rothschild sont un peu les deux faces de la même médaille (...). Un autre aspect du problème juif est la tendance qu'ont les juifs à occuper tous les postes clés des nations occidentales. Comment ne pas observer qu'à notre télévision par exemple, il y a bien plus de MM. Aron, Ben Syon, Naoul, Elkabbach, Drucker, Grumbach, Zitrone, que de MM. Dupont ou Durand, et que, si les Juifs ne représentent qu'une minorité dans ce pays, ils sont à la tête des journaux, de notre radio-télévision nationale et dans le monde des affaires une proportion indiscutablement supérieure à celle des Auvergnats et des Bretons."
(L'Evenement du Jeudi. 4 au 10 avril 1985)

"AINSI PARLE L'EXTREME DROITE" (Le Monde)

L'extrême droite n'apprécie pas qu'on l'étiquette. Racistes, fascistes ? M. Jean-Marie Le Pen en tête, et jusque dans les prétoires, elle s'empresse de récuser ces sceaux d'infamie. Cataloguez-nous moins, écoutez-nous plus, dit-elle. Conseil suivi, dimanche 16 octobre, salle de la Mutualité à Paris, durant la Journée d'amitié française, rassemblant -une fois n'est pas coutume- toutes les composantes militantes de l'extrême droite française. Enoncé depuis la tribune et sous les applaudissements, on y entendit notamment ce qui suit.

"Quatre superpuissances colonisent la France", selon M. Arnaud de Lassus, dirigeant de l'Action familiale et scolaire. Ce sont "le marxiste, le maçonnique, le juif, le protestant, que symbolisent les ministres Fiterman, Hernu, Badinter et Rocard". Après avoir dressé la liste des "ministres juifs du gouvernement Mauroy", parmi lesquels il classe M. Fabuis "parce qu'on ne prête qu'aux riches..." (applaudissements), l'orateur continue: "C'est donc le judaïsme qui va inspirer tout ou partie de leur politique. Et selon quels précédents ?"

"Souvenez-vous, répond-il en substance, que les juifs sont aux deux pôles de la société contemporaine: fondateurs du capital financier et détracteurs les plus véhéments. Il y aura donc, conclut-il, Robert Badinter, gendre du roi de la publicité, Bleustein-Blanchet, et Charles Fiterman, ancien directeur de l'école des cadres du P.C. A Badinter correspond Fiterman (comme hier) Rothschild correspondant à Marx". Mais souligne-t-il, pour démontrer l'avancement quantitatif brusque "des juifs qui, aujourd'hui, peuplent les allées du pouvoir", ces deux-là "n'ont jamais fait partie du même gouvernement!"

Ces paroles ne furent pas prononcées dans un cénacle privé mais dans une salle comble, devant deux mille personnes, durant une réunion qui, selon ses organisateurs, en brassa sept à huit mille, en tout cas bien quatre mille, avec l'aval des principales organisations de l'extrême droite officielle représentées par des stands - le Front National, le Parti des forces nouvelles, l'Union nationale inter-universitaire, l'Oeuvre française, Aspects de la France - et, enfin, en la présence de personnalités notables. Celle de M. Jean-Marie Le Pen, président du Front National, fut annoncée juste après l'intervention de M. de Lassus, et on le vit faire la tournée des stands, serrer des mains.

Il y avait aussi MM. Pierre Sergent, ancien responsable de l'O.A.S. et élu depuis peu au comité directeur du Centre National des indépendants et paysans (C.N.I.P.) de M. Philippe Malaud; Yves Durand recteur avant mai 1981 des académies de Rouen puis d'Aix-Marseille, proche, à l'époque, de Mme Alice Saunier-Sellé; François Brigneau, éditorialiste de l'hebdomadaire Minute et directeur de la rédaction du quotidien Présent; et, évidemment l'organisateur de ces journées, M. Romain Marie, fondateur des comités "Chrétiens Solidarité", par ailleurs président du C.N.I.P. de Haute-Garonne (Le Monde du 7 octobre).

M. de Lassus ne fut pas une exception. M. Jean Madiran, directeur politique de Présent, s'en prit à une émission télévisée récente ayant pour thème "Chrétiens et juifs en France avant 1789". Selon lui, elle prétendait que "tous les

torts étaient du côté des chrétiens et qu'aucun tort n'était du côté des juifs". "Une thèse extrémiste", résume-t-il. "Si je l'entendais dans une émission sioniste de la télévision de Tel-Aviv, j'aurais pour elle de la compréhension. Mais je l'entends dans une émission catholique de la télévision nationale!" Il voudrait en dire plus, mais se contentera d'inviter la salle à "y réflechir". Car, explique-t-il, "je ne peux en parler. La législation, la loi antiraciste de 1972, me l'interdisent". Une loi qui fait que "la seule communauté en France qui ne soit pas défendue par la loi, c'est la communauté française".

M. André Figuéras, auteur d'un ouvrage intitulé Ce canaille de Dreyfus, estime, lui,que "nous sommes sous l'oeil des barbares", que les immigrés "se reproduisent comme des lapins", et que l'avènement d'un "président musulman" nous guette. M. Brigneau fait rire en caricaturant le nouveau P.D.G. de TFI, "M. Mohamed el Bourges", provoque des huées contre "la Belge" Christine Ockrent, et prend M. Louis Mexandeau, ministre des P.T.T., comme tête de turc: "Quand on le voit, on fait meuh et on cherche le train". Cible de M. Roger Holeindre, grand reporter, L'"avorteuse", autrement dit Mme Simone Veil. "Si les Japonais sont debout et partent à la conquète économique du monde, dit-il par ailleurs, c'est parce qu'ils ont une devise triple: travail, famille, patrie".

"Il ne faut pas une voix pour la dame avorteuse", clame aussi, à propos des élections européennes; M. Romain Marie, qu'inquiètent par dessus tout les "plans occultes" des loges franc-maçonnes, cet "élément principal du génocide français". Un "projet mondialiste", résume-t-il, qui est l'inconscient boueux, le surmoi, les parties troubles de la République". Autre orateur, M.Jacques Ploncard d'Assas rappellera d'ailleurs, sous les applaudissements, que "en août 1940, le maréchal a dissous les sociétés secrètes". Un maréchal Pétain fort présent dans les stands, en affiches, cendriers, assiettes et badges... On note, autour, la présence de l'association Légitime défense, de la Ligue contre le crime et pour l'application de la peine de mort, de laissez les vivre, et de la Fédération pour l'unité des réfugiés et des rapatriés (FURR) de M. Jo Ortiz.

Catholique, et refusant à ce titre la présence de la "nouvelle droite athée", M. Romain Marie récuse le qualificatif d'antisémite. "Est-ce que finalement, on pourra s'entretenir du problème juif comme du problème basque", répond il à notre question. "Nous constatons simplement des phénomènes sociologiques. Il y a une puissance qui n'admet pas l'intégration en France (...) et pour laquelle les intérêts du judaïsme sont supérieurs à ceux de la société française". "L'internationale de l'assassinat, l'internationale communiste, ajoute-t-il, étaient composée essentiellement de juifs. (...) Les juifs abusent en disant que l'extrême droite est antisémite, nous on pourrait répliquer que le communisme est judaïque!"

A la tribune, après cet entretien, il soulignera la présence à cette journée de son "ami" Georges Toutounji, de la mission chrétienne libanaise, "qui est un sémite". "Si nous avons un racisme c'est celui que nous professons contre la race des journalistes malhonnêtes", lancera-t-il, plus menaçant, à l'adresse des représentants des deux journnaux présents, Le Monde, et les Nouvelles. Vous allez lire Le Monde attentivement, et s'il y a des déformations, vous allez prendre vos stylos, saisir vos téléphones, et nous avertissont dès maintenant, nous saisirons s'il le faut les tribunaux, nous organiserons des manifestations devant les sièges de ces journaux".

C'était une journée d'amitité française...
Le Monde mercredi 19 octobre 1983
Edwy PLENEL.

QUELQUES EXTRAITS DU PROGRAMME DU FRONT NATIONAL (1986)

-La désétatisation concernera l'ensemble du secteur industriel et financier, à l'exception de la Banque de France et du Conseil National du Crédit
Dans le cas des entreprises stratégiques, les porteurs de parts étrangères n'auront pas le droit de vote.

-La déréglementation concernera l'énergie, les transports, les assurances, les finances, les télécommunications et les communications. Seules les réglementations justifiées par le souci de l'indépendance nationale seront maintenues.

-Suppression des aides budgétaires accordées qux entreprises, strict encadrement, voire suppression des interventions économiques des collectivités locales.

-Abrogation des ordonnances de 1945 sur le contrôle des prix.

-Abrogation de l'ordonnance de 1945 relative aux placement des travailleurs et au contrôle de l'emploi et révision des textes relatifs au droit de licenciement individuel ou pour cause économique.

-Abrogation des monopoles légaux protégeant certaines grandes entreprises ou grands services publics comme E.D.F., G.D.F., les Postes ou Air Inter.

-Remise en cause des services votés, introduction des critères de productivité dans la fonction publique et dans les

tâches administratives, redressement de la situation des entreprises publiques par la vérité des prix et la rigueur des comptes, maîtrise des dépenses sociales par l'amélioration de la gestion et le développement de l'épargne-retraite.

-Pour libérer l'embauche, acceptation des contrats à durée déterminée et fixation libre du salaire entre l'employeur et l'employé.

-Libéralisation du travail à temps partiel et diminution des charges excessives qui le frappent.

-Suppression de l'autorisation administrative de licenciement.

-Basculement de la charge des préretraites sur la création d'un salaire familial.

-Libéralisation de la réglementation des horaires de travail.

-Régularisation du petit travail au noir par l'instauration d'accords d'entraide entre voisins, en échange d'une contribution à un fonds de solidarité en faveur des chômeurs en fin de droit.

-Suppression des lois rendant impossible de préférer l'embauche d'un Français à celle d'un étranger.

-Retour progressif à la liberté des honoraires médicaux.

-Association des médecins hospitaliers aux décisions de gestion.

-Développement des mécanismes d'assurances privées complémentaires.

-Au-delà d'un minimum incompressible chacun devra pouvoir choisir librement le degré de protection partiel ou complet qu'il désire pour lui-même ou sa famille.

-Possibilité de choisir ses caisses publiques.

-Suppression des impôts inquisitoriaux (Plus-values, grandes fortunes, taxe sur les magnétoscopes).

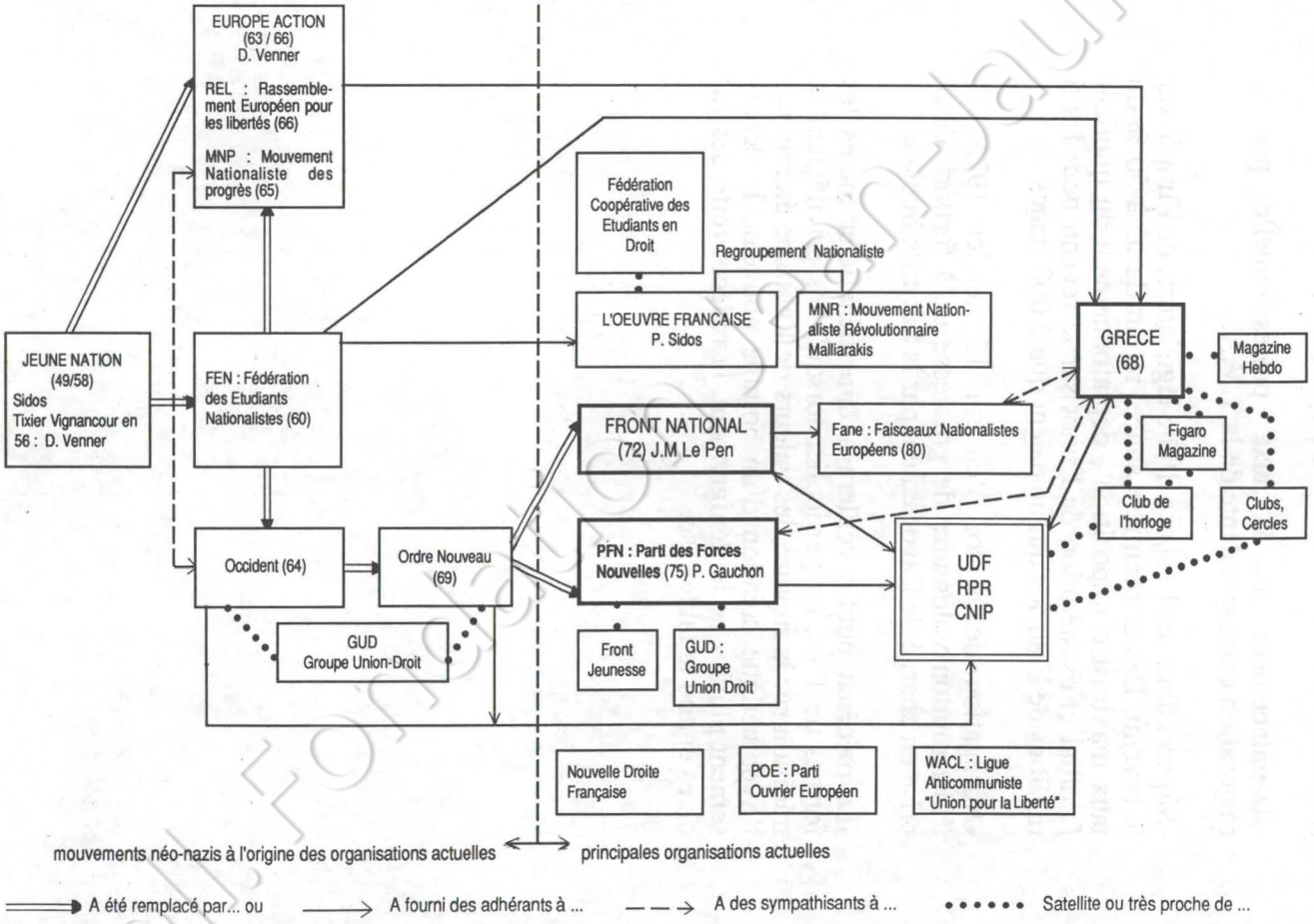
-Remplacement de la taxe professionnelle par la majoration correspondante de la T.V.A.

-Suppression, sur l'espace d'une législature, de l'impôt sur le revenu. Dés la première année, retour de 65 à 50 % du taux maximal d'imposition , déplafonnement du quotient familial et éxonération de l'imôt sur le revenu pour les 5 millions de Français qui ne paient que 2.000 francs.

-Abrogation de la loi Veil du 17 janvier 1975 sur l'interruption volontaire de grossesse et, à fortiori, de la prise en charge de l'avortement par la Sécurité Sociale .

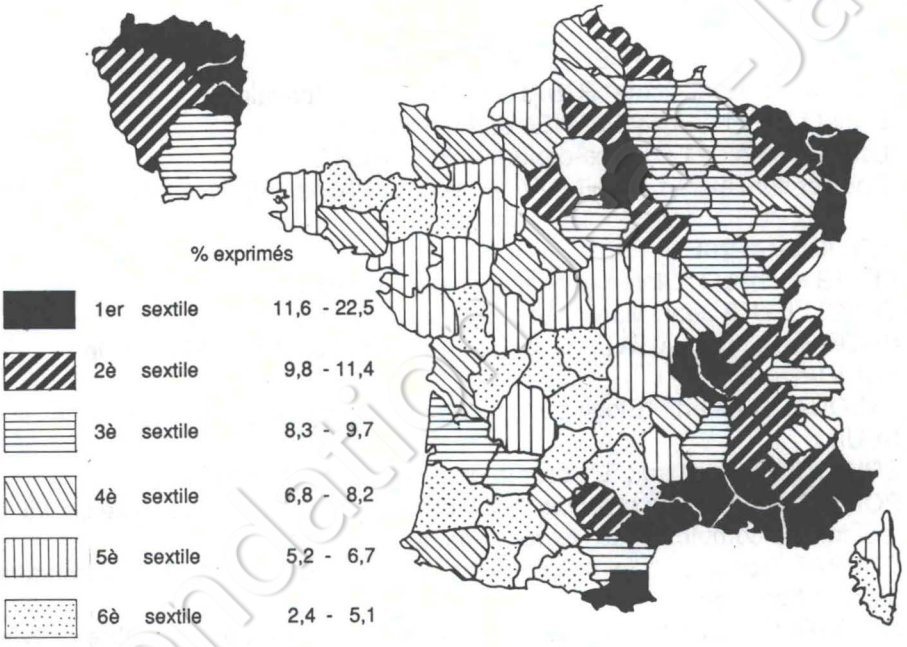
-Le mécénat public veillera à faire bénéficier toutes les formes de l'art, en particulier lorsqu'elles privilégient la tradition sur la rupture, les valeurs de l'homme éternel sur l'hypothétique création d'un homme nouveau, le dépassement plutôt que le dénigrement, la redécouverte des racines et non la table rase.

Coll. Fondation Jean Jaurès



Coll. Fondation Jean-Jaurès

L'implantation du Front National (16 mars 1986)



Source : "Mars 1986: La drôle de défaite de la gauche" (1986. PUF)
Cartographie de Jean Chiche

Coll. Fondation Jean-Jaurès

DOCUMENTS UTILISES POUR ELABORER CE DOSSIER :

- Rapport de la Ligue des Droits de l'Homme de Madeleine REBERIOUX "L'extrême-droite nazie et fasciste : menace et ripostes"
- Revue "Après-demain" n° 253 : "Le néo-racisme"
- Nouvelle Revue Socialiste n° 64 : "La Droite", "L'extrême-Droite"

EDITION

- Revue Identités Egalité
- Les Nouveaux Cahiers n° 64 : "L'héritage nazi"
- Mensuel "Article 31"
- Articles du Monde, du Nouvel Observateur, du Canard enchaîné, de Libération.
- Ouvrages :

"Les néo-nazis" J.M. THEOLLEYRE
"Vous avez dit fascisme" R. BADINTER - Union écrivains
"L'effet LE PEN" Edwy PLENEL et Alain ROLLAT
"Les hommes de l'extrême-droite" Alain ROLLAT.
"Dossier sur l'extrême droite" Fédération du Rhône - Michèle LINDEBERG 1984

BIBLIOGRAPHIE

BILLIG Michael : "L'internationale raciste" - Maspero
THEOLLEYRE Jean-Marc : "Les néo-nazis" - Temps Actuels
CHOMBARD DE LAUWE Marie-José : "Combat contre la démocratie" - FNDIRP
JACQUARD Albert : "Eloge de la différence : la génétique et les hommes - SEUIL.
BRIGOULEX Bernard : "L'extrême-droite en France" - Fayolle
PONS Gregory : "Les rats noirs" - Simoen - (membre de la Nouvelle Droite réglant ses comptes avec l'extrême-droite traditionnelle)
DUPRAT François : "Les mouvements d'extrême-droite" - Albatros - (fondateur d'Ordre Nouveau)
LECAVELIER Gilbert : "Aux ordres du SAC" - Albin Michel - (membre du SAC racontant ses activités)
BADINTER Robert et Union des Ecrivains : "Vous avez dit fascisme" - Montalba
GUIBERT Michel de : "Recherche d'une respectabilité : thèmes néo-nazis dans Nouvelle Ecole et le GRECE" Etude publiée par le groupe d'actions et de recherches pour l'avenir de l'homme (GARAH)
HOURDIN Georges : "Réponses à la nouvelle Droite" - Stock
GASPARD Françoise et SERVAN-SCHREIBER Claude : "La fin des immigrés" - Seuil
ALGAZY : "La tentation néo-fasciste en France de 1944 à 1965" - Fayard
PETITFILS J.C. : "L'Extrême-Droite en France" PUF (27 pages)
Y.M. ZELIG : "Le retour du front" - B BARRAULT
LE GALLOU J.Y. : "La préférence nationale" - Albin-Michel.

Coll. Fondation Jean-Jaurès

Coll. Fondation Jean-Jaurès

Coll. Fondation Jean-Jaurès

Brochure éditée par la Fédération de Paris
du Parti Socialiste
31 rue Ballu 75009 PARIS Prix : 15 Francs

Imprimerie spéciale de la Fédération de Paris.

Coll. Fondation Jean-Jaurès